



1. POINTS SAILLANTS	27
2. INTRODUCTION	28
3. À PROPOS DE CAE	29
3.1 Qui nous sommes	29
3.2 Notre vision	30
3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur	30
3.4 Nos activités	32
3.5 Variations de change	42
3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières	43
4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS	45
4.1 Résultat opérationnel–Quatrième trimestre de l'exercice 2012	45
4.2 Résultat opérationnel–Exercice 2012	47
4.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés	49
5. RÉSULTATS PAR SECTEUR	49
5.1 Secteurs civils	50
5.2 Secteurs militaires	54
5.3 Nouveaux marchés principaux	58
6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	60
6.1 Mouvements de trésorerie consolidés	60
6.2 Sources de financement	61
6.3 Partage des coûts avec les gouvernements	61
6.4 Obligations contractuelles	62
7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	63
7.1 Capital utilisé consolidé	63
7.2 Arrangements non comptabilisés	65
7.3 Instruments financiers	65
8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES	68
9. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE	69
10. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	70
10.1 Risques liés à l'industrie	70
10.2 Risques propres à la Société	71
10.3 Risques liés au marché	73
11. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	74
12. MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES	76
12.1 Mise en oeuvre des IFRS	76
12.2 Modifications futures de normes comptables	76
12.3 Recours au jugement et utilisation d'estimations et d'hypothèses	77
13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES	78
13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	79
13.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière	79
14. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	79
15. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	79
16. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	80

# Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2012

## 1. POINTS SAILLANTS

### Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le présent rapport a été préparé conformément aux IFRS et doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2012, qui ont été préparés conformément à la norme IFRS 1 *Première application des IFRS* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les chiffres comparatifs pour l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs qui ont été apportés à l'état de la situation financière, à l'état des variations en capitaux propres, au compte de résultat, à l'état du résultat global et au tableau des flux de trésorerie.

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

##### Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2011

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 506,7 millions \$ ce trimestre, en hausse de 53,6 millions \$, soit 12 %, par rapport au trimestre précédent et de 41,1 millions \$, soit 9 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

##### Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2011

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 53,2 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 45,6 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 7,6 millions \$, soit 17 %, et comparativement à 45,5 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 7,7 millions \$, soit 17 %;
- Abstraction faite de la reprise de la charge de restructuration de 1,0 million \$ comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2011, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 44,7 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) pour ce trimestre.

##### Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup> positifs de 106,7 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à 122,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 70,4 millions \$ au trimestre précédent et à 162,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance<sup>1</sup> et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 13,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 17,3 millions \$ au trimestre précédent et à 19,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 8,4 millions \$ ce trimestre, 8,0 millions \$ au trimestre précédent et 10,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

#### EXERCICE 2012

##### Produits des activités ordinaires en hausse par rapport à ceux de l'exercice 2011

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 1 821,2 millions \$, en hausse de 190,4 millions \$, soit 12 %, par rapport à l'exercice précédent.

##### Augmentation du résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 180,3 millions \$ (soit 0,70 \$ par action), comparativement à 160,3 millions \$ (soit 0,62 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 20,0 millions \$, soit 12 %;
- Abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ (2,7 millions \$ après impôts) liées à l'acquisition et à l'intégration de Medical Educational Technologies, Inc. (METI), acquise au cours de l'exercice, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société aurait été de 183,0 millions \$ (soit 0,71 \$ par action) pour l'exercice écoulé.
- Abstraction faite de la reprise de la charge de restructuration de 1,0 million \$ (0,8 million \$ après impôts) comptabilisée à l'exercice 2011, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société aurait été de 159,5 millions \$ (soit 0,62 \$ par action).

##### Flux de trésorerie disponibles positifs de 173,7 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à 233,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 226,3 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 61,2 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 62,7 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 33,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 37,9 millions \$ pour l'exercice précédent.

<sup>1</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

### Capital utilisé<sup>2</sup> de 1 576,5 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 259,8 millions \$, soit 20 %, pour l'exercice écoulé;
- Le fonds de roulement hors trésorerie<sup>1</sup> a augmenté de 64,5 millions \$ au cours de l'exercice 2012 pour s'établir à 113,4 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 82,7 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont augmenté de 184,8 millions \$, tandis que les autres passifs non courants ont augmenté de 72,2 millions \$;
- La dette nette<sup>2</sup> a augmenté de 150,5 millions \$ au cours de l'exercice pour s'établir à 534,3 millions \$ à la fin de l'exercice.

### COMMANDES<sup>2</sup>

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>2</sup> pour le trimestre s'est établi à 1,44 (ratio de 1,32 pour les secteurs civils combinés, de 1,57 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,17 (ratio de 1,29 pour les secteurs civils combinés, de 1,07 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 2 128,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 273,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes<sup>2</sup> s'établissait à 3 724,2 millions \$ au 31 mars 2012, en hausse de 275,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

### Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 686,9 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu des nouvelles commandes de 398,7 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 37 simulateurs de vol (FFS).

### Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des nouvelles commandes de 528,8 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 430,9 millions \$.

### Nouveaux marchés principaux

- Le secteur Nouveaux marchés principaux a reçu des nouvelles commandes de 83,0 millions \$.

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET COENTREPRISES

- Le 24 août 2011, nous avons annoncé l'acquisition par CAE Santé de Medical Education Technologies, Inc. (METI), un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical, pour la somme de 130 millions \$US;
- Nous avons conclu la formation de quatre nouvelles coentreprises au cours de l'exercice 2012 : CAE Japan Flight Training Inc. (participation de 51 %), Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (participation de 50 %) et CAE Simulation Training Private Limited (participation de 25 %) au premier trimestre, et Philippine Academy for Aviation Training, Inc. (participation de 50 %) au troisième trimestre;
- En mars 2012, nous avons acquis la participation résiduelle de 80,5 % dans Flight Simulator Capital L.P. (Simucap) qu'elle ne détenait pas déjà. Avec cette acquisition, CAE détient la totalité des parts de Simucap.

### AUTRES

- Nous avons émis des billets de premier rang de 150,0 millions \$US au moyen d'un placement privé afin de financer l'acquisition de METI et de remplacer d'autres obligations existantes qui portaient intérêt à des taux plus élevés.

## 2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2012* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2012;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2011;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 23 mai 2012 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2012, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours de l'exercice 2012. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les IFRS. Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non audités.

<sup>2</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Événements postérieurs à la date de clôture;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de normes comptables;
- Contrôle et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ou sur celui d'EDGAR, [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

#### **NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE**

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

#### **MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

### **3. À PROPOS DE CAE**

#### **3.1 Qui nous sommes**

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Nous sommes présents dans le monde entier, comptant plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans plus de 25 pays. Nos produits des activités ordinaires annuels sont supérieurs à 1,8 milliard \$ et proviennent d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion d'environ 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique. Nous offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans

40 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 80 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. Nous mettons notre expertise en matière de simulation et notre expérience opérationnelle au service de nos clients afin de les aider à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à assurer leur préparation et à résoudre des problèmes difficiles. Nous tirons maintenant parti de nos capacités de simulation dans de nouveaux marchés tels les soins de santé et les mines.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, les services aéronautiques et les services professionnels.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis 65 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

### 3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de mission de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de permettre la prise de meilleures décisions.

### 3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur

#### Notre stratégie

Nous sommes l'un des plus importants fournisseurs de services de formation faisant appel à la modélisation et à la simulation et de solutions d'aide à la prise de décisions dans le monde. À l'heure actuelle, nous servons des clients œuvrant dans deux principaux marchés : le marché aéronautique civil et le marché de la défense. Nous étendons nos compétences à de nouveaux marchés pour les services de formation fondée sur la simulation et les solutions d'optimisation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

L'un des principes clés de notre stratégie dans nos principaux marchés, soit le marché aéronautique civil et le marché de la défense, est de tirer une partie importante de nos activités de la flotte existante. Nous proposons notamment des solutions à nos clients à l'égard des avions civils et militaires dans le monde. Par le passé, le principal facteur de croissance de nos activités était la livraison de nouveaux avions commerciaux. Notre secteur Produits de simulation – Civil (PS/C), qui a compté pour 19 % de nos produits des activités ordinaires consolidés à l'exercice 2012, est celui qui dépend le plus de ce facteur de marché qui est très cyclique. Grâce à nos efforts de diversification, nos autres activités nous procurent surtout des sources de revenus plus stables et plus récurrentes, notamment la formation et services associés ainsi que les produits et services de simulation au marché militaire.

En plus de diversifier nos sources de revenus parmi nos clients, notre stratégie demande également davantage d'équilibre entre les produits, lesquels tendent à être plus à court terme et cycliques, et les services, lesquels tendent à être plus à long terme et stables. En outre, nous continuons à diversifier nos sources de revenus à l'échelle mondiale. Nous sommes ainsi en mesure d'offrir nos solutions à proximité des installations des clients, ce qui constitue d'après nous un avantage concurrentiel. Par conséquent, nous dépendons moins d'un marché en particulier et, étant donné que la conjoncture est rarement la même d'un pays à l'autre, nous sommes d'avis que cette stratégie nous permet de maintenir une stabilité à l'égard de nos revenus. Nous investissons dans les marchés développés et émergents afin de tirer profit des occasions d'affaires actuelles et futures. Environ le tiers de nos revenus proviennent des États-Unis, un autre tiers de l'Europe, alors que le reste du monde se partage le dernier tiers, y compris les marchés émergents à croissance rapide. Nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie de croissance en investissant de façon judicieuse afin d'être en mesure de répondre aux besoins à long terme de nos clients des secteurs de l'aéronautique et de la défense, de même qu'en investissant dans des secteurs parallèles à nos marchés principaux et dans nos nouveaux marchés principaux.

#### Proposition de valeur

La valeur que nous proposons aux clients est la capacité d'accroître la sécurité de leurs activités, d'améliorer la préparation aux missions dans des situations pouvant présenter des dangers et de diminuer leurs coûts en les aidant à améliorer leur efficacité opérationnelle. Nous offrons un éventail de produits et de services qui améliorent les capacités de planification et de prise de décisions de nos clients, ainsi qu'une vaste gamme de produits et services, lesquels peuvent être personnalisés pour répondre aux besoins des clients et adaptés en fonction de l'évolution de leurs besoins tout au long du cycle de vie de leurs activités. Nous sommes également un fournisseur de produits et services largement présent dans le monde. Par conséquent, nous sommes en mesure de fournir des solutions à proximité de nos clients, ce qui constitue un facteur coût-bénéfice important pour eux.

Nos compétences de base et avantages concurrentiels comprennent :

- Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation;
- Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage visant l'utilisation de systèmes complexes faisant appel à la modélisation et à la simulation;
- Éventail complet de produits, services et solutions de formation;
- Relations durables avec les clients;
- Présence mondiale étendue et connaissance approfondie des pays dans lesquels nous sommes présents;
- Valeur reconnue;
- Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés;
- Soutien à la clientèle de premier plan;
- Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents.

#### *Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation*

Nous jouissons d'un leadership technologique manifeste. Des pilotes des quatre coins du monde considèrent nos simulations comme étant ce qui se rapproche le plus des conditions de vol réelles. Nous avons toujours su garder une longueur d'avance pour ce qui est de l'évolution technologique des systèmes de formation et de simulation de vol, et innover en mettant des produits inédits sur le marché. Nous avons élaboré des simulateurs pour toute la gamme des gros avions civils, pour bon nombre des principaux avions de transport régional et avions d'affaires, et pour certains types d'hélicoptères civils. Nous sommes aussi un chef de file dans le domaine de la fourniture de produits de simulation et de formation sur les avions de transport à voilure fixe, les avions de patrouille en mer et de nombreux hélicoptères à usage militaire. Nous jouissons par ailleurs d'un vaste savoir, d'une expérience poussée et d'une grande crédibilité pour ce qui est de la conception et du développement de simulateurs des avions prototypes de la plupart des grands avionneurs. Nous avons amené notre expertise en modélisation et simulation au-delà de la formation vers d'autres secteurs essentiels à la mission pour lesquels ces technologies servent à la prise de meilleures décisions. Nous commençons à étendre nos compétences pour pénétrer de nouveaux marchés, notamment ceux des soins de santé et des mines.

#### *Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage visant l'utilisation de systèmes complexes faisant appel à la modélisation et à la simulation*

En lançant nos solutions de formation et nos didacticiels CAE Simfinity<sup>MC</sup>, nous avons révolutionné le domaine de la formation aéronautique. Le poste de pilotage peut ainsi être recréé virtuellement dans la salle de cours dès le début de la formation au sol, ce qui rend la formation d'autant plus efficace et rentable. À partir de la gamme de produits CAE Simfinity<sup>MC</sup>, nous concevons les dispositifs d'entraînement utilisés dans le cadre des programmes de formation des pilotes et des techniciens de maintenance d'Airbus. Nous avons également élaboré des solutions d'apprentissage en ligne pour permettre aux pilotes et aux techniciens de suivre la formation n'importe où, n'importe quand. Nous utilisons notre expérience obtenue dans le développement des méthodes de formation et d'apprentissage dans l'aéronautique pour améliorer les technologies de modélisation et de simulation présentes dans nos solutions de formation dans les domaines des soins de santé et des mines.

#### *Éventail complet de produits et services de formation*

Nous offrons un vaste éventail de produits de formation, allant des entraîneurs de bureau au FFS, qui répondent aux besoins de formation de nos clients civils et militaires. Grâce à un important réseau de centres de formation, nous sommes aussi un chef de file mondial dans le domaine de la formation aéronautique. Cela nous permet de fournir une solution complète qui répond aux besoins des clients en matière de placement et de formation des pilotes. Nos programmes de formation au pilotage, qui couvrent plus de 90 différents modèles d'avions, y compris les avions d'affaires, les hélicoptères civils et les avions de ligne, répondent à la demande en matière de formation initiale, périodique, à la certification de type et à la maintenance. Notre solution de dotation en pilotes civils ajoute de la valeur et fait croître les entreprises de nos clients en leur offrant des services de dépistage, d'évaluation, de sélection, de formation et, ultimement, de placer les pilotes à leurs compagnies aériennes. De plus, nous offrons des services de formation initiale des pilotes par l'intermédiaire de l'Académie mondiale CAE, le plus important réseau d'écoles de pilotage au monde (11 établissements). Avec 65 ans d'expérience en simulation, nous sommes des spécialistes de l'industrie en matière de formation aéronautique et nous offrons une solution complète dans le domaine de la formation.

#### *Relations durables avec les clients*

Nous sommes en affaires depuis 65 ans et avons établi des liens avec la majorité des compagnies aériennes dans le monde et avec environ 50 forces de défense dans quelque 35 pays, notamment l'ensemble des corps d'armée américains. Nos comités consultatifs de clients et nos comités consultatifs techniques font appel à des compagnies aériennes et à des exploitants du monde entier. Parce que nous sommes à l'écoute des clients, nous comprenons clairement leurs besoins et sommes en mesure de leur fournir des produits et des services innovateurs qui les aident à améliorer la sécurité et l'efficacité de leurs activités et à prendre de meilleures décisions.

#### *Présence mondiale étendue et connaissance approfondie des pays dans lesquels nous sommes présents*

Nous sommes présents dans le monde entier, comptant plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans plus de 25 pays. Cette vaste présence géographique nous permet de répondre rapidement et économiquement aux besoins des clients et de saisir de nouvelles occasions d'affaires tout en ayant une compréhension approfondie des lois et coutumes locales et en nous y conformant. Nous exploitons une flotte de plus de 180 simulateurs de vol et de missions dans 40 établissements de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans le monde afin de répondre aux nombreux besoins opérationnels de nos clients. Notre flotte comprend des simulateurs pour tous les types d'avions des principaux fabricants, y compris des jets commerciaux, des jets d'affaires et des hélicoptères, tant pour le marché civil que militaire.

#### *Valeur reconnue*

Nos simulateurs sont parmi les mieux cotés de l'industrie sur le plan de la fiabilité et de la disponibilité. Cet avantage est essentiel puisque les simulateurs sont appelés à fonctionner jusqu'à 20 heures par jour. Nous concevons des simulateurs que nos clients peuvent mettre à niveau par la suite, soit pour suivre l'évolution technique des appareils, soit pour satisfaire à de nouvelles règles de navigabilité.

Notre vaste présence mondiale nous permet de tisser des liens étroits et durables avec nos clients. En plus de garantir des technologies de pointe, notre marque est associée à un soutien à la clientèle de premier plan. La taille de la structure de vente et de soutien de CAE rivalise avec la taille globale de plusieurs de nos concurrents.

#### *Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés*

Nous continuons de développer des solutions et de livrer des programmes complexes sur le plan technique dans les délais prévus pour assurer que les équipages et les troupes de partout dans le monde sont entraînés et prêts pour les missions, y compris des simulateurs MH-60 pour l'U.S. Navy; des simulateurs C-130J pour les forces de défense des États-Unis, de l'Inde et du Canada; des simulateurs MRH90 pour les Forces de défense australiennes, la Marine royale néerlandaise et les Forces armées allemandes; des dispositifs de formation sur l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330 pour la Royal Australian Air Force, les Forces aériennes des Émirats arabes unis et la Royal Saudi Air Force; et des simulateurs d'entraînement pour jets M-346 pour les Forces aériennes italiennes et les Forces aériennes de la République de Singapour. Ces programmes et d'autres encore s'ajoutent à notre investissement continu en R-D pour consolider notre leadership technologique et renforcer notre savoir-faire en gestion de la livraison de programmes complexes dotés de la simulation des capteurs aux fins d'activités en mer, d'environnements tactiques synthétiques aux fins d'activités navales et de chasse, ainsi que de nos technologies de visualisation et de bases de données communes qui produisent des environnements synthétiques immersifs et évolués pour fournir la formation la plus efficace possible.

#### *Soutien à la clientèle de premier plan*

Nous accordons une grande importance au soutien après-vente, lequel est souvent essentiel et peut nous valoir de nouveaux contrats de vente ainsi que des occasions d'affaires en prestation de services de mise à niveau et de maintenance. Nos pratiques en matière de soutien à la clientèle, notamment un portail client Web, un tableau de bord du rendement et des fiches de rendement automatisées, ont donné lieu à une amélioration du soutien à la clientèle selon les commentaires obtenus des clients.

#### *Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents*

Notre approche à l'égard des marchés mondiaux consiste à ce que nous soyons considérés comme une société présente dans plusieurs pays et non comme une société étrangère. Cette approche nous a permis d'être les premiers à pénétrer des marchés en croissance, tels que la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, où nous sommes actifs depuis plusieurs décennies.

### **3.4 Nos activités**

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation d'élèves-pilotes et les organismes de formation aéronautique (FTO);
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Nous desservons aussi le marché des soins de santé, particulièrement des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des établissements d'enseignement, des entreprises médicales et des constructeurs OEM, ainsi que le marché minier, desservant des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

Nous sommes un chef de file mondial ayant des capacités inégalées pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus d'efficacité opérationnelle, de sécurité et de préparation aux missions. À ce titre, nous utilisons une approche intégrée fondée sur des solutions, ce qui se traduit souvent par des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services. Bien que cette stratégie de mise en marché donne lieu à un regroupement sans cesse croissant des produits et des services, nous présentons, depuis 2006, nos résultats dans quatre secteurs distincts : un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun de nos deux principaux marchés. En plus de nos activités dans les secteurs civil et militaire, nous présentons nos résultats dans les domaines des soins de santé et des mines, lesquels sont, depuis le premier trimestre de l'exercice 2012, compris dans le secteur Nouveaux marchés principaux ou NMP (précédemment présentés dans le secteur Formation et services associés – Civil). Les chiffres correspondants du secteur Formation et services associés – Civil pour l'exercice 2011 ont été retraités.

## MARCHÉ CIVIL

### Formation et services associés – Civil (FS/C)

*Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires, ainsi que de la formation sur hélicoptères au personnel navigant, aux membres d'équipage, au personnel de maintenance et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés*

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale et de formation sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale et l'aviation commerciale, des exploitants d'hélicoptères et de l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 171 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 20 pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des FTO et des centres appartenant à des tiers. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes, des exploitants d'avions et des constructeurs OEM du monde entier ont avec nous des liens d'affaires stratégiques, des partenariats et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau de FTO avec une capacité de formation de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Nous offrons également aux compagnies aériennes des services de placement de pilotes pour remédier à leur problème de recrutement.

### Produits de simulation – Civil (PS/C)

*Ce secteur conçoit, construit et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile*

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation et de solutions d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Récemment, nous avons conçu, ou conclu des contrats pour concevoir des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, les Boeing 747-8, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global Express et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

### Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passager est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans les marchés émergents ont surclassé ce taux de croissance moyen mondial, ce qui est particulièrement intéressant pour nous compte tenu de la position de chef de file que nous occupons dans ces régions. Les transporteurs traditionnels américains, clientèle de longue date de CAE, ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. La croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, les commandes d'appareils et l'utilisation de ceux-ci sont surtout tributaires de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. La fréquence d'exploitation des avions aux États-Unis doit s'améliorer de l'ordre de 15 % à 20 % pour regagner le terrain perdu durant la plus récente récession. Le secteur de l'aviation d'affaires continue d'afficher un optimisme prudent. Bien qu'il règne toujours une certaine incertitude, la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis a indiqué que le nombre de vols de jets d'affaires s'est accru de 2 % en 2011 par rapport à 2010.

D'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Cessna, Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils, ce qui illustre leur confiance à long terme envers la demande pour le trafic aérien d'affaires. Dans l'ensemble, nous continuons d'observer une progression constante de la demande pour le secteur des avions d'affaires de grande dimension, tandis que la demande demeure stable quoique faible pour les avions d'affaires de moyenne dimension et ceux de petite dimension.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché s'est relevé durant l'exercice. Nous avons maintenu notre position de chef de file du marché et vendu 37 FFS au cours de l'exercice 2012.

Les tendances à long terme suivantes constituent le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées;
- Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage).

### ***Croissance à long terme prévue du trafic aérien***

En 2011, le trafic passager a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année 2010, tandis que le fret-tonne-kilomètre est demeuré stable au cours de la même période, enregistrant une légère baisse de 0,7 % par rapport à l'année 2010. Au premier trimestre de l'année 2012, le trafic passager a augmenté de 7,4% par rapport au premier trimestre de l'année 2011, tandis que le fret-tonne-kilomètre est demeuré stable enregistrant une légère baisse de 0,7 % pour la même période. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %, et il est prévu que cette progression se poursuivra pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

### ***Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien***

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de l'Afrique, de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. On prévoit également la libéralisation progressive de leurs politiques de transport aérien et la conclusion d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services que nous offrons. Nous sommes présents dans ces régions à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupons une position de chef de file du marché, grâce à des activités, à des partenariats stratégiques et à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

### ***Carnets de commandes d'appareils***

Au cours de l'année 2011, les constructeurs d'avions commerciaux Boeing et Airbus ont reçu un total net de 2 224 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations) alors qu'ils en avaient reçu 1 104 en 2010. Le total net des commandes d'appareils Boeing et Airbus s'est élevé à 502 appareils pour le trimestre clos le 31 mars 2012, et ceux-ci continuent d'assumer un carnet record de plus de 8 000 appareils, qui devrait contribuer à créer des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et services de formation. En 2011, Boeing et Airbus ont fait état d'un total de 1 011 livraisons d'appareils, comparativement à 972 en 2010. Pour le trimestre clos le 31 mars 2012, les livraisons d'appareils commerciaux Boeing et Airbus se sont chiffrées à 268 appareils. Airbus et Boeing ont annoncé la venue d'une série de hausses significatives de la production de leurs principaux modèles, notamment les Airbus A320 et A330 ainsi que les Boeing B737NG et B777. L'intensification des livraisons d'appareils devrait se traduire par une augmentation de la demande pour les produits et les services de formation.

### ***Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées***

#### ***Les compagnies aériennes exigent des appareils plus efficaces***

Les constructeurs d'appareils commerciaux ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes plus efficaces, dont le nouveau Boeing 737 MAX, les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Airbus A320neo, le Mitsubishi MRJ, le COMAC ARJ21, l'appareil russe UAC SSJ100 et le Bombardier CSeries. La demande pour ces nouvelles plateformes plus efficaces est commandée par les prix élevés du carburant et, comme le carburant compte pour une part importante des coûts opérationnels des compagnies aériennes, ces dernières cherchent activement des moyens de réduire ces coûts.

#### ***Les exploitants de jets d'affaires exigent des appareils très performants***

Les constructeurs d'appareils d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les Bombardier Learjet 85 et Global 7000 et 8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650 ainsi que les Cessna Citation M2 et Latitude, afin d'améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment la distance franchissable, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires.

Ces plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries, avec ATR pour le nouvel appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour le nouveau MRJ et avec Airbus pour l'A350 XWB afin de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont des FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity<sup>MC</sup> et des programmes de formation complets, et étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. D'autre part, si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

### **Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels**

Les transporteurs traditionnels ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes. Les commandes récentes enregistrées aux États-Unis par Boeing et Airbus, provenant de clients tels qu'American Airlines, Southwest Airlines et Delta Airlines, illustrent le potentiel de pénétration accrue d'une nouvelle génération d'aéronefs dans le système de transport aérien aux États-Unis.

### **Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)**

*La demande mondiale devrait progresser à long terme*

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés émergents comme la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, la croissance à long terme du trafic aérien est plus forte que dans les marchés parvenus à maturité, et on s'attend à ce que cette situation se poursuive.

*Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation*

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'ont adopté plusieurs autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes d'avions modernes. Nous avons lancé le cours MPL de CAE à l'exercice 2010, et les diplômés de notre programme MPL ont rejoint le marché du travail. Au cours de l'exercice 2012, nous avons conclu avec Air Asia le premier engagement à long terme au monde d'une grande compagnie aérienne à l'égard de la MPL. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est, de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient où le besoin en pilotes qualifiés formés de la manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

## **MARCHÉ MILITAIRE**

Nos activités dégagent des produits des activités ordinaires dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché de la défense grâce à nos solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités de prise de décisions. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau d'un important parc de simulateurs et de dispositifs de formation; nous fournissons des solutions de maintenance et de soutien en service; nous fournissons des centres de formation et des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; et nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi (COTS) pour les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les forces armées.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d'excellence dans des marchés clés, notamment en Australie, au Canada, en Allemagne, en Inde, à Singapour, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision aux régions tout en exploitant la gamme complète de nos produits, services et capacités, ce qui se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

### **Produits de simulation – Militaire (PS/M)**

*Ce secteur conçoit, construit et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales*

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs des chars d'assaut et des véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement pratiques et virtuels à la maintenance. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères militaires dans le monde et nous avons aussi développé plus de systèmes d'entraînement pour l'avion de transport C-130 Hercules que quiconque dans le monde. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

## **Formation et services associés – Militaire (FS/M)**

*Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de maintenance et de soutien, des services professionnels fondés sur la simulation ainsi que des solutions de soutien en service*

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des systèmes de formation aux forces armées du monde entier, comme le centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) à la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni), le programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO) des Forces canadiennes, l'école German Army Aviation School à Bückeburg, le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'United States Air Force (USAF) dans 13 bases américaines et internationales, ainsi qu'à nos centres de formation en coentreprise, notamment Rotorsim s.r.l en Italie avec AgustaWestland et Helicopter Training Private Limited (HATSOFF) en Inde avec Hindustan Aeronautics Limited (HAL). Nous avons récemment formé une coentreprise avec le gouvernement du Brunei afin de développer CAE Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd (MPTC) qui fournira des services de formation à long terme sur hélicoptère et sur les appareils à voilure fixe. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 70 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

## **Tendances et perspectives commerciales**

Nous continuons toujours à voir un bon nombre d'occasions dans le monde pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Cependant, dans les marchés matures comme ceux des États-Unis et de l'Europe, nous connaissons des processus d'approvisionnement plus longs et des retards qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats. Alors que les États-Unis et l'Europe sont aux prises avec des difficultés budgétaires, nous constatons une augmentation des possibilités émanant de régions où les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où CAE est bien établie et accroît sa présence. Tandis que l'incertitude à court terme pose des défis dans l'immédiat, le secteur de la défense prévoit que la formation fondée sur la simulation prendra une importance croissante dans l'avenir. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés de la défense du monde. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils dont le cycle de vie devrait être long. Enfin, vient le facteur le plus fondamental, la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et la préparation de leurs troupes.

## **Position mondiale**

Depuis sa création, le secteur militaire de CAE a été diversifié à l'échelle mondiale, car la majorité des dépenses de défense à l'échelle mondiale ont été effectuées à l'extérieur du marché intérieur canadien. Nous exerçons environ le tiers de nos activités aux États-Unis, le tiers en Europe et le tiers dans le reste du monde. Notre carnet de commandes actuel est solide, et nous constatons un large éventail de possibilités à l'échelle mondiale, malgré les pressions exercées sur les gouvernements, principalement aux États-Unis, en Europe continentale et au Royaume-Uni, afin qu'ils réduisent les dépenses concernant la défense dans le cadre des réformes fiscales. Ces pressions ont fait en sorte que certains programmes ont été retardés ou amputés, et il est donc plus difficile de prédire le moment et la taille des occasions aux États-Unis et en Europe. Des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ont entrepris la réduction de leur structure de forces, réduction qui se traduira par une baisse du nombre de personnes devant être formées sur les plateformes touchées, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos activités futures. Au même moment, les marchés émergents comme l'Inde, les autres pays d'Asie et le Moyen-Orient prévoient une croissance de leurs dépenses militaires, et nous occupons une place de choix dans ces régions. Comme nos intérêts couvrent plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notre secteur militaire est diversifié dans des marchés dont les dépenses en défense sont variables.

## **Position de nos plateformes**

Au cours des dernières années, nous avons sciemment assuré la position de la Société quant à des plateformes d'appareils dont le cycle de vie, selon nous, sera long. Nous touchons principalement aux plateformes comme des hélicoptères, des appareils de transport, des avions de ravitaillement, des aéronefs de patrouille en mer et des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse. Nous avons déjà fait nos preuves en ce qui concerne le respect du budget et de l'échéancier de livraison des programmes et nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions de simulation et d'entraînement pour une série de ces types de plateformes militaires. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef de ravitaillement KC-46A, l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, les variantes des hélicoptères S-70 et H-60, les hélicoptères de transport lourd CH-47 Chinook, les systèmes aériens sans pilote (UAS) et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent, bien que ces plateformes ne soient pas immunisées dans certains marchés, les plateformes d'hélicoptères et d'appareils de transport, qui ont des applications dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire, ont été relativement épargnées par rapport aux plateformes comme les avions de combat (chasseurs). Aux États-Unis, les coupures prévues dans le budget proposé pour 2013 n'ont pas eu d'incidences importantes sur les programmes dans lesquels nous sommes en position dominante, et nous ne prévoyons pas qu'elles se répercuteront de façon majeure sur les programmes comme ceux du MH-60S/R, du C-130J, du P-8A et autres. L'annulation proposée par l'USAF du programme de modernisation de l'avionique (AMP) du C-130 dans son état actuel est le programme qui pourrait toucher CAE à court terme. Ce n'est toutefois pas l'un des principaux programmes de CAE USA, et l'incidence sur nos perspectives serait minimale. Dans l'ensemble, nos perspectives positives à long terme reposent sur la prévision que la demande mondiale pour des types d'appareils comme le C-130J et les hélicoptères H-60, qui jouent un rôle militaire crucial en plus de leur rôle humanitaire, se maintiendra. Ces plateformes sont composées de nouveaux types d'appareils nécessitant des programmes à long terme et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir.

### ***Valeur de l'entraînement fondé sur la simulation***

Diverses études portant sur le secteur suggèrent que les solutions fondées sur la simulation seront en bonne position pour relever quelques-uns des défis qui se posent en matière de budget pour les exploitants du secteur de la défense. Par exemple, selon une étude de marché réalisée en 2012 par Aerospace and Defence Media (ASD), la formation des pilotes militaires sur simulateurs passera de quelque 50 % en 2011 à 80 % d'ici 2021. Nous sommes d'avis que nous faisons partie intégrante de la solution qui permettra aux forces de défense de réduire leurs coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation. Jusqu'à présent, certains clients du secteur de la défense ont commencé à intensifier leur recours à la formation fondée sur la simulation afin de réaliser des économies opérationnelles, et nous nous attendons à ce que ce type d'activité se poursuive à long terme, malgré la contraction des forces de défense de certains pays. Les dirigeants des forces de défense et des gouvernements ont clairement exprimé leur volonté de transférer un plus grand nombre d'heures de formation des systèmes d'armement réels aux simulateurs, comme moyen de réaliser des économies récurrentes. À court terme, l'urgence des réductions budgétaires a toutefois fait en sorte que la priorité pour les forces de défense est de trouver des domaines où il est possible de faire des compressions, la priorité suivante étant de chercher des moyens de continuer à réaliser des économies, ce qui, d'après nous, se traduira par un recours accru à la simulation. Nous continuons également à rechercher la croissance par le développement de nos compétences de base dans d'autres domaines liés au marché de la défense, comme la formation sur véhicules terrestres et les services professionnels.

### ***Éléments moteurs du marché et notre position***

Nous croyons que, dans le contexte actuel, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. La demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération;
- Demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère.

### ***Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation***

Les gouvernements et les forces de défense ont clairement exprimé leur volonté d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décisions opérationnelles. Des organisations militaires du monde entier ont manifesté la même volonté, plus particulièrement les forces armées des États-Unis et d'autres pays aux prises avec des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées ne sont pas obligées de former leurs pilotes sur simulateur; par conséquent, l'usage de simulateurs a traditionnellement été plus rare. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. L'USAF estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Selon le budget proposé du Department of Defence pour l'exercice 2013, les officiers de l'USAF, dans le but de réduire les coûts, ont proposé la baisse du budget de formation au vol. L'USAF promet que, en consacrant davantage de temps à la « formation évoluée sur simulateur », les équipages compenseront la perte de formation au vol. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des avions sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes.

### ***Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation***

#### ***Nouvelles plateformes d'avions***

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing conçoit actuellement un nouvel avion de patrouille en mer, le P-8A Poseidon, et a obtenu le contrat de l'U.S. Air Force pour de nouveaux avions-citernes; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; Airbus Military est en train de promouvoir vigoureusement l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) A330, le A400M et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130J; Alenia Aermacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux forces armées et navales du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

#### ***Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions***

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation. Cette application est bien comprise, et elle est utilisée par les forces militaires et les agences civiles du monde entier. Nous sommes d'avis qu'il existe des possibilités de croissance si nous appliquons la simulation dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation aux programmes de recherche et de développement de même qu'à la conception et à l'essai des systèmes,

à l'analyse des renseignements, à l'intégration et à l'exploitation, et à fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei. Les Forces armées royales du Brunei et le ministère de la Défense de ce pays ont recours au centre pour analyser les possibilités en matière de structure des forces, pour évaluer et valider les capacités, pour élaborer la doctrine et les tactiques, et pour soutenir les exercices de formation et de répétition de missions.

#### Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons obtenu des contrats de cette nature au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Durant l'exercice 2011, nous avons annoncé que CAE USA avait remporté un contrat d'une durée prévue de dix ans (sous réserve du financement annuel) portant sur la fourniture de services complets d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'USAF. CAE USA est le maître d'œuvre responsable de la fourniture de services de gestion des programmes, d'instruction en classe et sur simulateur, de maintenance et de logistique, de mises à niveau des dispositifs d'entraînement et de déménagement des dispositifs pour plus de 3 500 membres d'équipage des avions-citernes KC-135 de l'USAF. En Australie, nous avons livré une série de dispositifs d'entraînement pour l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) KC-30A et nous fournissons à présent des services de formation complets, y compris des services d'instruction en classe et sur simulateur, à la Royal Australian Air Force. Nous avons récemment formé une coentreprise avec le gouvernement du Brunei afin de développer CAE Brunei (MPTC) qui fournira des services de formation à long terme sur hélicoptère et sur les appareils à voilure fixe.

#### Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs OEM prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mise à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en exploitation ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. Par exemple, au cours de l'exercice 2012 nous avons obtenu un contrat visant d'importantes mises à niveau du simulateur de missions CC-130H des Forces canadiennes. L'USAF, qui retire certains modèles moins récents de C-5, modernise également 52 anciens appareils C-5, les faisant passer à la configuration C-5M, qui comprend une mise à niveau des logiciels d'avionique et un programme de réingénierie. Durant l'exercice 2011, nous avons remporté un appel d'offres concurrentiel visant la mise à niveau des dispositifs de formation pour les C-5 de l'USAF durant les prochaines années. L'obtention du contrat visant le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'USAF nous a permis de mettre à niveau les dispositifs d'entraînement KC-135, ce qui est nécessaire en raison des importantes mises à niveau des aéronefs et l'obsolescence des simulateurs.

#### *Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation*

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'USAF, qui est le plus grand consommateur d'énergie du gouvernement américain, estime que ses coûts liés au carburant ont augmenté de plus de 225 % au cours de la dernière décennie. La montée du prix du carburant favorise l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation.

#### *Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération*

##### Demande de réseautage

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants au regard de l'intention des forces de défense d'effectuer de plus en plus d'exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, dans le cadre le programme Maintenance and Aircrew Training System II avec Lockheed Martin, CAE développe des entraîneurs de systèmes d'armes C-130J pour les diverses divisions de l'USAF qui sont équipés de capacités de réseautage pour la réalisation d'opérations de missions distribuées.

#### Adoption grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation aux fins des missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, à notre centre MSHATF au Royaume-Uni, nous fournissons un entraînement préalable au déploiement de la Royal Air Force et d'autres forces alliées avant leur déploiement en Afghanistan.

### *Demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère*

À mesure que les États-Unis et leurs alliés réduisent le déploiement de leurs troupes de renfort en Afghanistan et ailleurs, il y aura une augmentation de la demande pour la formation traditionnelle à la maison mère. Lorsque les troupes ne participent pas à des opérations réelles, les forces armées doivent s'entraîner pour maintenir leurs aptitudes et leur préparation aux missions. La plupart des organisations militaires s'attendent à un rééquilibrage entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine prévoit réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive. Cela entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Toutefois, la plupart des organisations militaires prévoient également réduire leurs niveaux de force, ce qui se répercutera sur l'infrastructure de formation nécessaire actuelle et future.

## **NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)**

### **Marché des soins de santé**

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux étudiants et aux praticiens des outils réalistes très complets pour les aider à raffiner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la simulation et la modélisation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les applications et le matériel de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir rapidement avec des mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens de s'entraîner et d'acquérir les compétences requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et un remplacement de valves cardiaques. Nos simulateurs d'échographie associent l'apprentissage en ligne, un mannequin et un affichage 3D animé en temps réel permettant aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation, comme les modules d'apprentissage, l'apprentissage en ligne et les applications mobiles, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même que les expériences et l'évaluation autogérées. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale sont conçues pour simplifier les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement, de débriefing et de planification des événements, de même que l'apprentissage.

À la suite de l'acquisition de Medical Education Technologies, Inc. (METI) au deuxième trimestre de l'exercice 2012, CAE Santé est devenue un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé. METI est un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical comptant plus de 6 000 simulateurs dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. CAE Santé a maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et compte plus de 300 employés qui collaborent avec une équipe de 50 formateurs cliniques et un réseau de plus de 40 distributeurs dans 40 pays.

### **Tendances et perspectives commerciales**

Aujourd'hui, le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation; il englobe l'exploitation, la maintenance et la fourniture de tous les types de technologies de simulation et sa valeur va de quelque 750 millions \$ à 1 milliard \$. Une tranche d'environ 150 millions \$ représente le marché des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance à deux chiffres au cours des prochaines années en raison du besoin d'assurer la sécurité des patients et d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de la formation en soins de santé avec l'aide de la technologie de simulation. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

La simulation médicale permet aux apprenants et aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre les 793 000 médecins et les 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

#### *Utilisation de simulateurs de patients*

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. Les simulateurs de patients ont été conçus et développés pour un éventail d'applications en matière d'éducation et de formation des praticiens. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales tout en améliorant les soins fournis aux patients grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

La simulation de patients offre aussi aux praticiens la possibilité de se pratiquer à soigner des problèmes aigus comme l'obstruction des voies aériennes, les arrêts cardiaques, les hémorragies, les états de choc et diverses autres situations d'urgence courantes. Grâce aux simulateurs, les intervenants peuvent acquérir une expérience de chaque situation clinique en évaluant les symptômes, en posant les gestes appropriés et en gérant la réaction du simulateur aux divers traitements.

#### *Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique*

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique (diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes), on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie l'application par excellence pour la simulation dans le secteur des soins de santé.

#### *Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé*

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables découlant de la technologie et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients aux options technologiques de remplacement en chirurgie et aux autres procédures médicales a aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies de l'information et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les praticiens l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient correctement formés, l'appareil d'échographie portatif peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

#### *Augmentation du coût des soins de santé*

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et de traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation. Les experts ont démontré que l'utilisation de la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les taux d'erreur, ce qui aide à atténuer le taux d'augmentation dans le coût global des soins de la santé.

#### *Pénurie de fournisseurs de services*

On s'attend à des pénuries de médecins dans les secteurs des soins de première ligne, de la médecine familiale et de la médecine spécialisée. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation. Le vieillissement de la population intensifie la demande en soins de santé, tandis que le vieillissement des travailleurs de la santé augmente le risque lié au roulement de personnel dans les hôpitaux. D'ici 2014, selon le ministère américain de la Santé et des Services sociaux, le pays aura besoin de nouveaux infirmiers à hauteur de 1,2 million pour répondre à la demande, de 500 000 pour remplacer ceux qui quittent la profession et de 700 000 pour satisfaire à la demande croissante de services infirmiers. L'Organisation mondiale de la Santé a également indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

#### **Marché des mines**

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, en Inde, au Kazakhstan, au Pérou, en Afrique du Sud, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires au moyen de la livraison des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, pour la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent plus de 100 géologues et ingénieurs expérimentés, répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, des études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra, développés et lancés durant l'exercice 2012, mettent à profit notre expérience en matière de

simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

### **Tendances et perspectives commerciales**

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la demande forte et soutenue pour les matières premières.

#### *Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines*

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut d'une hausse importante du nombre de travailleurs expérimentés ou de la mise en œuvre de nouvelles technologies permettant d'intensifier la production avec moins de travailleurs, la croissance de l'approvisionnement sera entravée. Selon BHP Billiton, en Australie seulement, le secteur des ressources nécessitera plus de 150 000 travailleurs supplémentaires dans diverses disciplines au cours des cinq prochaines années. La pénurie de compétences fera probablement stimuler la demande de formation supplémentaire.

#### *Priorité accordée aux questions de santé et sécurité*

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

#### *Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation*

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés dans certaines régions du monde a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue des outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité.

#### *Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction*

Les teneurs moyennes sont en baisse alors que la consommation d'énergie est en hausse, entraînant un changement important du prix de base du secteur. Les grandes sociétés minières doivent disposer d'une expertise multidisciplinaire pour surmonter les défis complexes auxquels est confronté le secteur. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

#### *Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la demande forte et soutenue pour les matières premières*

Les prix des matières premières sont déterminés par l'offre et la demande. Même si les prix ont baissé après avoir atteint des sommets, ils demeurent à des niveaux historiquement élevés et la demande reste forte. L'accroissement de la consommation et de l'urbanisation dans les marchés émergents alimente l'augmentation de la demande pour les matières premières, surtout les matériaux en vrac comme le minerai de fer et le charbon, alors que la conjoncture économique aux États-Unis et en Europe freine la croissance des marchés parvenus à maturité.

Les 40 plus grandes sociétés minières au monde ont annoncé de concert des programmes d'investissement de plus de 300 milliards \$US. Les investissements sont de plus en plus axés sur les gisements situés dans des régions éloignées, ou sur ceux dont l'exploitation est plus exigeante. La plus grande part de l'activité d'exploration est effectuée par de jeunes sociétés minières qui investissent dans des programmes de forage afin de déterminer l'importance des ressources minérales et des réserves de minerai.

### 3.5 Variations de change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2012	2011	Augmentation/ (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,00	0,97	3 %
Euro (€)	1,33	1,38	(4 %)
Livre sterling (£)	1,60	1,56	3 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	2012	2011	(Diminution)/ augmentation
Dollar américain (\$US)	0,99	1,02	(3 %)
Euro (€)	1,37	1,34	2 %
Livre sterling (£)	1,58	1,58	-

Pour l'exercice 2012, la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une diminution de 1,2 million \$ des produits des activités ordinaires et d'aucune variation du résultat net par rapport à l'exercice 2011.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

#### – Notre réseau de centres de formation

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les IFRS, les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présentée dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

#### – Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Australie, Allemagne, Inde, Singapour, Royaume-Uni et États-Unis)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

#### – Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

### Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations de change. Nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés aux activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires et des charges faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet type de cette variation (après impôts) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

Risque ( <i>en millions</i> )	Produits des activités ordinaires	Résultat opérationnel	Couverture	Risque net
Dollar américain (\$US)	11,4	\$ 2,8	\$ (2,3)	\$ 0,5
Euro (€)	2,2	0,3	(0,1)	0,2
Livre sterling (£)	1,0	0,2	(0,1)	0,1

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait eu l'effet contraire.

### 3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

#### Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

#### Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas des secteurs FS/C et NMP, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

### **Commandes non financées**

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

### **Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)**

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

### **Dettes nettes**

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

### **Dettes nettes ajustées**

La dette nette ajustée est une mesure hors PCGR par laquelle nous contrôlons le niveau de notre dette nette sans tenir compte des obligations supplémentaires au titre des contrats de location-financement. Nous surveillons cet indicateur et nous croyons que les lecteurs de notre rapport de gestion l'utilisent pour évaluer notre rendement avec les sociétés semblables. Pour la calculer, nous soustrayons du total de notre dette à long terme, y compris la partie courante de la dette à long terme, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les obligations au titre des contrats de location-financement.

### **Flux de trésorerie disponibles**

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

### **Fonds de roulement hors trésorerie**

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

### **Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

### **Marge brute**

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, de même que le montant net des autres (profits) pertes.

### **Nombre équivalent de simulateurs actifs**

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

### **Rendement du capital utilisé**

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

### **Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

### Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel abstraction faite du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des activités abandonnées et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

## 4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 4.1 Résultat opérationnel – Quatrième trimestre de l'exercice 2012

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>		<b>T4-2012</b>	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$	<b>506,7</b>	453,1	433,5	427,9	465,6
Coût des ventes	\$	<b>336,6</b>	300,2	296,0	288,3	311,0
Marge brute <sup>3</sup>	\$	<b>170,1</b>	152,9	137,5	139,6	154,6
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	%	<b>33,6</b>	33,7	31,7	32,6	33,2
Frais de recherche et de développement <sup>3</sup>	\$	<b>15,2</b>	16,5	15,9	15,2	12,9
Frais de vente, généraux et d'administration	\$	<b>71,8</b>	62,5	59,8	62,3	67,1
Autres (profits) pertes – montant net	\$	<b>(5,6)</b>	(3,6)	(2,1)	(9,9)	(3,2)
Résultat opérationnel <sup>3</sup>	\$	<b>88,7</b>	77,5	63,9	72,0	77,8
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	%	<b>17,5</b>	17,1	14,7	16,8	16,7
Produits financiers	\$	<b>(1,5)</b>	(1,6)	(2,3)	(1,2)	(1,2)
Charges financières	\$	<b>18,1</b>	17,8	17,2	16,1	16,4
Charges financières – montant net	\$	<b>16,6</b>	16,2	14,9	14,9	15,2
Résultat avant impôts sur le résultat	\$	<b>72,1</b>	61,3	49,0	57,1	62,6
Charge d'impôt sur le résultat	\$	<b>18,4</b>	15,2	10,3	13,6	16,6
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	%	<b>26</b>	25	21	24	27
Résultat net	\$	<b>53,7</b>	46,1	38,7	43,5	46,0
Attribuable aux :						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$	<b>53,2</b>	45,6	38,4	43,1	45,5
Participations ne donnant pas le contrôle	\$	<b>0,5</b>	0,5	0,3	0,4	0,5
	\$	<b>53,7</b>	46,1	38,7	43,5	46,0
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
De base	\$	<b>0,21</b>	0,18	0,15	0,17	0,18
Dilué	\$	<b>0,21</b>	0,18	0,15	0,17	0,18

### Produits des activités ordinaires en hausse de 12 % par rapport au dernier trimestre et de 9 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 53,6 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 43,2 millions \$, soit 28 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre et des programmes exécutés en Amérique du Nord et en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 9,3 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la conversion d'un dollar canadien plus fort par rapport au dollar américain et à l'euro, ainsi que par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 2,4 millions \$, soit 3 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires inscrits pour le trimestre au titre des ventes de simulateurs partiellement fabriqués;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 1,6 million \$, soit 2 %, principalement en raison de l'intensification du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation et de la hausse des produits des activités ordinaires tirés du programme ATS visant le KC-135 aux États-Unis et des programmes australiens. Cette progression a été neutralisée en partie par la baisse du niveau d'activité à l'égard des programmes européens et l'incidence défavorable des variations du change sur la conversion des résultats de nos activités en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont diminué de 2,9 millions \$, soit 11 %, principalement en raison de la réduction des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé.

<sup>3</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 41,1 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2011. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 16,3 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre et des programmes exécutés en Amérique du Nord et de l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011. Cette augmentation a été annulée en partie par la baisse du niveau d'activité à l'égard des programmes australiens visant les hélicoptères, des programmes exécutés en Europe et de l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei plus tôt dans l'exercice;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 13,1 millions \$, soit 118 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de METI, acquise en août 2011, ainsi qu'à l'augmentation des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 11,3 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la progression des produits des activités ordinaires provenant de toutes les régions, ainsi que de l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter, acquises en février 2011. Cette hausse a été annulée en partie par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont diminué de 6,9 millions \$, soit 9 %, en raison de la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires inscrits pour le trimestre au titre des ventes de simulateurs partiellement fabriqués;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 6,5 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la baisse du niveau d'activité dans notre division Services professionnels aux États-Unis et de la réduction des produits des activités ordinaires tirés d'un contrat de soutien en service en Europe qui a pris fin plus tôt au cours de l'exercice. Ce recul a été compensé en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens, des nouveaux contrats exécutés aux États-Unis et en Europe et l'intensification du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

#### **Résultat opérationnel en hausse de 11,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 10,9 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

Le résultat opérationnel s'est établi à 88,7 millions \$ ce trimestre, soit 17,5 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 77,5 millions \$, soit 17,1 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 77,8 millions \$, soit 16,7 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2011. Abstraction faite de la reprise de charge de restructuration comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2011, le résultat opérationnel s'est chiffré à 76,8 millions \$, soit 16,5 % des produits des activités ordinaires de ce trimestre.

Le résultat opérationnel a progressé de 14 % par rapport au trimestre précédent. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel<sup>4</sup> se sont élevées à 7,7 millions \$, à 1,5 million \$, à 1,0 million \$, à 0,8 million \$ et à 0,2 million \$ pour les secteurs PS/M, FS/C, FS/M, PS/C et NMP, respectivement.

Le résultat opérationnel a progressé de 14 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011. Les hausses respectives du résultat opérationnel de 5,0 millions \$, de 4,6 millions \$, de 2,7 millions \$ et de 0,6 million \$ pour les secteurs FS/C, PS/C, NMP et PS/M ont été partiellement neutralisées par la baisse de 1,0 million \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur FS/M.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

#### **Montant net des charges financières en hausse de 0,4 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,4 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au trimestre précédent, qui s'explique essentiellement par l'augmentation des frais de financement pris en compte.

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011, qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant du nouveau placement privé de billets de premier rang émis, contrebalancée en partie par la réduction de la charge d'intérêts liée aux obligations au titre des contrats de location-financement, l'augmentation des intérêts inscrits à l'actif au titre des immobilisations corporelles en cours de construction et la hausse du produit d'intérêts sur les créances à long terme.

#### **Taux d'impôt effectif de 26 % ce trimestre**

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 18,4 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 26 %, comparativement à 25 % au trimestre précédent et à 27 % au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

Le taux d'imposition effectif a augmenté par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'un règlement d'une vérification fiscale au Canada au trimestre précédent et d'un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

<sup>4</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

La diminution du taux d'imposition effectif comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

#### 4.2 Résultat opérationnel – Exercice 2012

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	<b>Exercice 2012</b>		Exercice 2011	
Produits des activités ordinaires	<b>1 821,2</b>	\$	1 630,8	\$
Coût des ventes	<b>1 221,1</b>	\$	1 082,0	\$
Marge brute	<b>600,1</b>	\$	548,8	\$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>33,0</b>	%	33,7	%
Frais de recherche et de développement	<b>62,8</b>	\$	44,5	\$
Frais de vente, généraux et d'administration	<b>256,4</b>	\$	239,9	\$
Autres profits – montant net	<b>(21,2)</b>	\$	(18,2)	\$
Résultat opérationnel	<b>302,1</b>	\$	282,6	\$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>16,6</b>	%	17,3	%
Produits financiers	<b>(6,6)</b>	\$	(4,4)	\$
Charges financières	<b>69,2</b>	\$	64,4	\$
Charges financières – montant net	<b>62,6</b>	\$	60,0	\$
Résultat avant impôts sur le résultat	<b>239,5</b>	\$	222,6	\$
Charge d'impôt sur le résultat	<b>57,5</b>	\$	61,7	\$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>24</b>	%	28	%
Résultat net	<b>182,0</b>	\$	160,9	\$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	<b>180,3</b>	\$	160,3	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>1,7</b>	\$	0,6	\$
	<b>182,0</b>	\$	160,9	\$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base	<b>0,70</b>	\$	0,62	\$
Dilué	<b>0,70</b>	\$	0,62	\$

#### **Produits des activités ordinaires en hausse de 12%, soit 190,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

Les produits des activités ordinaires sont en hausse par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 69,6 millions \$, soit 26 %, principalement en raison des niveaux de production accrus découlant d'une hausse des commandes enregistrées, annulés en partie par des taux de couverture moins favorables;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 45,0 millions \$, soit 118 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de METI ainsi qu'à l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels et de services de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 44,4 millions \$, soit 10 %, en raison de la progression des produits des activités ordinaires réalisés dans toutes les régions, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. Cette hausse a été annulée en partie par l'incidence négative de la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe et de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain;

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 33,2 millions \$, soit 6 %, principalement en raison de l'intégration de la division TAL de RTI International, et de la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre et des programmes exécutés en Amérique du Nord. Cette augmentation a été annulée en partie par la baisse de volume à l'égard des programmes australiens visant les hélicoptères, l'achèvement d'un programme canadien visant les hélicoptères au cours de l'exercice 2011 et la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes exécutés en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 1,8 million \$, en raison de la baisse du niveau d'activité dans notre division Services professionnels aux États-Unis et de la réduction des produits des activités ordinaires résultant de l'achèvement d'un contrat de soutien en service en Europe. Ces facteurs ont été compensés par l'accroissement du soutien en service lié à un programme canadien et par l'intensification du niveau d'activité à l'égard des programmes ATS aux États-Unis et de la formation et des services en Australie et en Europe.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

#### **Marge brute en hausse de 51,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

La marge brute s'est établie à 600,1 millions \$ cet exercice, soit 33,0 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 548,8 millions \$, soit 33,7 % des produits des activités ordinaires, à l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute est demeurée stable par rapport à l'exercice précédent.

#### **Résultat opérationnel en hausse de 19,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

Le résultat opérationnel de l'exercice s'est élevé à 302,1 millions \$, soit 16,6 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 282,6 millions \$, soit 17,3 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. Abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI, acquise au cours de l'exercice, le résultat opérationnel aurait été de 310,5 millions \$, soit 17,0 % des produits des activités ordinaires de l'exercice écoulé. Abstraction faite de la reprise de la charge de restructuration comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2011, le résultat opérationnel s'est chiffré à 281,6 millions \$, soit 17,3 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent.

Comparativement à l'exercice précédent, le résultat opérationnel a augmenté de 7 %. Les hausses respectives du résultat opérationnel sectoriel de 22,3 millions \$ pour le secteur FS/C et de 16,8 millions \$ pour le secteur PS/C ont été atténuées par des baisses de 9,4 millions \$, de 5,4 millions \$ et de 3,8 millions \$ pour les secteurs FS/M, NMP et PS/M, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

#### **Montant net des charges financières en hausse de 2,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

	2011 à 2012
<i>(en millions)</i>	
Charges financières de la période précédente	64,4 \$
Augmentation des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les contrats de location-financement)	5,8
Diminution des charges financières liées aux contrats de location-financement	(1,4)
Augmentation des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances	0,2
Diminution des charges financières liées à l'amortissement des frais de financement différés	(0,2)
Augmentation des charges financières liées à la désactualisation des provisions	0,5
Augmentation des autres charges financières	1,7
Augmentation des coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,8)
Augmentation des charges financières depuis la période précédente	4,8 \$
Produits financiers de la période précédente	(4,4) \$
Augmentation du produit d'intérêts sur les prêts et créances	(1,4)
Augmentation du produit au titre des autres intérêts	(0,8)
Augmentation des produits financiers depuis la période précédente	(2,2) \$
<b>Charges financières de la période écoulée, montant net</b>	<b>62,6 \$</b>

Le montant net des charges financières s'est élevé à 62,6 millions \$, en hausse de 2,6 millions \$, soit 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des charges d'intérêts découlant d'un nouveau placement privé de billets de premier rang émis, partiellement annulée par la réduction de la charge d'intérêts liée aux obligations au titre des contrats de location-financement, l'augmentation des intérêts inscrits à l'actif au titre des immobilisations corporelles en cours de construction et la hausse du produit d'intérêts sur les créances à long terme.

### Taux d'impôt effectif de 24 %

Pour l'exercice écoulé, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 57,5 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 24 %, comparativement à 28 % pour l'exercice précédent. La diminution du taux d'imposition effectif par rapport à l'exercice 2011 était principalement attribuable à la baisse des taux canadiens et à l'étranger, ainsi que la proportion des produits provenant de différentes juridictions, la reconnaissance des actifs d'impôt différé antérieurement non constatés ainsi que le règlement d'un contrôle fiscal au Canada. De plus, le taux d'imposition effectif a été favorablement touché par la reconnaissance d'actifs d'impôt différé sur les transactions intersociétés.

### 4.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 724,2 millions \$ à la fin de l'exercice 2012, en hausse de 8 % par rapport à l'exercice précédent. Les nouvelles commandes de 2 128,3 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour l'exercice, tandis que des produits de 1 821,2 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes.

#### Carnet de commandes en hausse de 8 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	<b>3 449,0 \$</b>	3 052,8 \$
+ commandes	<b>2 128,3</b>	1 854,5
- produits des activités ordinaires	<b>(1 821,2)</b>	(1 630,8)
+/- ajustements	<b>(31,9)</b>	172,5
<b>Carnet de commandes en fin de période</b>	<b>3 724,2 \$</b>	<b>3 449,0 \$</b>

Pour l'exercice 2012, les ajustements tiennent compte d'un montant de 38,0 millions \$ lié à l'annulation d'une commande, à la cessation de certains programmes et à l'ajustement d'un programme de services pour les forces de défense à la suite d'un retard dans l'exécution d'une obligation de livraison du constructeur OEM. L'ajustement a été partiellement neutralisé par l'incidence des variations du change.

Pour l'exercice 2011, outre l'écart de change défavorable découlant de l'appréciation du dollar canadien, les ajustements tiennent compte d'un montant de 187,8 millions \$ lié à l'acquisition des activités de formation de CHC Helicopter, d'un montant de 56,3 millions \$ lié à l'acquisition de la division TAL de RTI International, ainsi que des prévisions révisées à la baisse de 21,1 millions \$ concernant les produits des activités ordinaires liés aux contrats acquis dans le cadre de l'acquisition de DSA, pour lesquels les travaux ont été retardés.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,44. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,17.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

## 5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

#### Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

#### Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

#### Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

## PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

### Résultat opérationnel sectoriel

(en millions, sauf les marges opérationnelles)	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
<b>Secteurs civils</b>							
Formation et services associés – Civil	\$ 122,2	99,9	30,3	28,8	27,6	35,5	25,3
	% 24,5	22,0	22,9	23,4	23,2	28,6	20,9
Produits de simulation – Civil	\$ 51,6	34,8	14,0	13,2	14,7	9,7	9,4
	% 15,1	12,8	16,8	16,4	15,9	11,3	12,3
<b>Secteurs militaires</b>							
Produits de simulation – Militaire	\$ 101,2	105,0	34,6	26,9	20,9	18,8	34,0
	% 16,3	17,9	17,7	17,7	15,4	13,9	19,0
Formation et services associés – Militaire	\$ 40,9	50,3	11,0	10,0	9,3	10,6	12,0
	% 14,7	18,0	15,4	14,3	14,2	14,9	15,4
Nouveaux marchés principaux	\$ (13,8)	(8,4)	(1,2)	(1,4)	(8,6)	(2,6)	(3,9)
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	\$ 302,1	281,6	88,7	77,5	63,9	72,0	76,8
Reprise de la charge de restructuration	\$ -	1,0	-	-	-	-	1,0
Résultat opérationnel	\$ 302,1	282,6	88,7	77,5	63,9	72,0	77,8

### 5.1 Secteurs civils

#### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2012

- Nous avons lancé la troisième génération du générateur d'images CAE Tropos<sup>MC</sup>-6000 qui domine le marché de la formation pour l'aviation civile et offre une expérience améliorée de formation au pilotage avec de nouvelles fonctions qui tirent parti de la puissance des plus récents processeurs graphiques commerciaux;
- Nous avons annoncé que nous doublerons le nombre de centres dans notre réseau mondial de formation pour l'aviation d'affaires d'ici 2013, qui passera de quatre à huit avec l'ajout de nouveaux centres de formation qui seront établis à Amsterdam, aux Pays-Bas; à Toluca, au Mexique; à São Paulo, au Brésil; à Shanghai, en Chine et à Melbourne, en Australie;
- Nous avons annoncé l'ouverture ou l'agrandissement d'installations nouvelles à Dubaï, aux Émirats arabes unis; à Barcelone, en Espagne; à São Paulo, au Brésil et à Johannesburg, en Afrique du Sud;
- Nous avons ouvert un nouveau centre à Toluca, au Mexique qui possède un simulateur Learjet 40/45 et un simulateur Bell 412 certifié en vertu de la norme d'équivalence de « niveau D » par la Dirección General de Aeronáutica Civil (DGAC) ;
- Nous avons signé des ententes pour de nouvelles coentreprises afin de former des pilotes et autres professionnels de l'aviation, avec Air Asia Berhad, à Kuala Lumpur; avec Cebu Pacific Air Inc. dans la zone franche de Clark, aux Philippines; avec InterGlobe Enterprises Limited, société mère de IndiGo Airlines à Delhi, en Inde. Celles-ci répondront aux besoins de formation des compagnies aériennes partenaires et permettront également de desservir les marchés tiers;
- Nous avons signé une entente pour la formation d'une nouvelle coentreprise avec Mitsui & Co. en vue d'établir et d'exploiter un centre de formation au Japon pour le nouvel appareil Mitsubishi Regional Jet (MRJ);
- Nous avons ouvert ou annoncé l'ouverture de plusieurs centres afin de desservir les marchés cibles de certaines régions, comme Baltic Aviation Academy (BAA), une société établie à Vilnius, en Lituanie; Czech Airlines (CSA) situé à l'aéroport Prague-Ruzyně, en République Tchèque; Air China à Beijing, en Chine et le nouveau centre de formation Virgin America à San Francisco, aux États-Unis;
- Nous avons introduit l'école virtuelle de formation au sol CAE Simfinity<sup>MC</sup>, première école virtuelle de formation au sol sur le Web approuvée par la FAA pour la formation périodique des pilotes d'avions d'affaires, qui confirme notre leadership en matière d'innovation dans le domaine de la formation;
- Nous avons entrepris les travaux liés à notre nouvelle entente de soutien de cinq ans avec US Airways. Il s'agit d'une nouvelle solution axée sur l'efficacité en matière de soutien de longue durée qui permet à des centres de formation d'améliorer la prévisibilité des horaires de formation grâce à la planification des mises à niveau sur plusieurs années et de réduire ainsi les coûts de formation tout au long du cycle de vie;
- Nous avons aussi annoncé l'introduction des programmes de formation Sikorsky S-76C++ qui seront offerts en Asie;
- Nous avons annoncé que nous déploierons trois nouveaux programmes de formation fondée sur la simulation destinés aux pilotes d'hélicoptère et au personnel chargé de la maintenance, dont la formation sur l'hélicoptère Sikorsky S-92 à Stavanger, en Norvège et à São Paulo, au Brésil, et la formation sur l'hélicoptère Eurocopter EC-225 à São Paulo.

**RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS**

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011	<b>T4-2012</b>	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 840,9	726,9	215,4	203,7	211,7	210,1	197,2
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 173,8	134,7	44,3	42,0	42,3	45,2	34,7
Marges opérationnelles	% 20,7	18,5	20,6	20,6	20,0	21,5	17,6
Carnet de commandes	\$ 1 535,0	1 290,3	1 535,0	1 469,3	1 466,0	1 311,6	1 290,3

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,32 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,29.

**FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL**

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 214,3 millions \$, notamment :

- Un contrat de cinq ans avec AirAsia portant sur la formation de plus de 200 nouveaux copilotes d'A320 pour AirAsia dans le cadre d'un programme de formation à la licence de pilote en équipage multiple (MPL) axé sur les compétences qui aura lieu dans divers centres de formation en Malaisie;
- Un accord de sept ans avec Vueling Airlines, qui devient le client phare du nouveau centre de formation CAE Barcelone, portant sur la formation des pilotes et de l'équipage de bord de l'Airbus A320 de Vueling;
- Un contrat portant sur la formation d'un troisième groupe d'élèves-pilotes pour Vietnam Airlines à l'Académie mondiale CAE de Phœnix. Cela porte le nombre d'élèves-pilotes de Vietnam Airlines à 120.

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles, unités NESA et FFS déployés)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011	<b>T4-2012</b>	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 498,4	454,0	132,3	123,0	119,1	124,0	121,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 122,2	99,9	30,3	28,8	27,6	35,5	25,3
Marges opérationnelles	% 24,5	22,0	22,9	23,4	23,2	28,6	20,9
Dotation aux amortissements	\$ 81,3	75,0	20,7	21,0	20,0	19,6	19,5
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 137,1	77,9	37,2	37,6	39,0	23,3	27,5
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 9,4	8,2	2,8	2,3	2,4	1,9	2,3
Capital utilisé	\$ 1 173,0	1 070,0	1 173,0	1 150,8	1 149,7	1 083,8	1 070,0
Carnet de commandes	\$ 1 183,4	986,5	1 183,4	1 102,8	1 125,4	970,5	986,5
Unités NESA <sup>5</sup>	139	131	142	140	139	137	132
FFS déployés	171	156	171	170	165	160	156

Les chiffres correspondants pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2011 ont été retraités de manière à exclure le secteur NMP.

**Produits des activités ordinaires en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe. La progression a été neutralisée en partie par la conversion d'un dollar canadien plus fort par rapport au dollar américain et à l'euro et par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés dans toutes les régions, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter, acquises en février 2011. L'augmentation a été en partie annulée par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

**Produits des activités ordinaires de 498,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 10 %, soit 44,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés dans toutes les régions, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. Cette hausse a été annulée en partie par l'incidence négative de la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe et de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

<sup>5</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

### Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent et de 20 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 30,3 millions \$ (22,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 28,8 millions \$ (23,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 25,3 millions \$ (20,9 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 1,5 million \$, soit 5 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse est surtout attribuable à la demande accrue en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe, ainsi qu'à un profit découlant des initiatives d'expansion stratégiques. Elle a été partiellement neutralisée par l'incidence défavorable de la réévaluation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie libellés en devises et par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 5,0 millions \$, soit 20 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011. L'augmentation est attribuable essentiellement à la demande accrue en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, dans les marchés émergents et en Europe, ainsi qu'à un profit découlant des initiatives d'expansion stratégiques. Cette hausse a été neutralisée en partie par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

### Résultat opérationnel sectoriel de 122,2 millions \$, en hausse de 22 %, soit 22,3 millions, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 122,2 millions \$ (24,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 99,9 millions \$ (22,0 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation est attribuable essentiellement à la demande accrue en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, dans les marchés émergents et en Europe, à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter ainsi qu'aux profits découlant des initiatives d'expansion stratégiques. Cette hausse a été partiellement neutralisée par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

### Dépenses d'investissement de 37,2 millions \$ ce trimestre et de 137,1 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 3,1 millions \$ ce trimestre et à 27,1 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 34,1 millions \$ ce trimestre et à 110,0 millions \$ pour l'exercice. Comme les tendances commerciales et les perspectives du secteur de l'aviation civile indiquent une croissance mondiale continue, nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation pour suivre le rythme de croissance de nos clients, en particulier dans les marchés émergents, tant dans le secteur de l'aviation commerciale que dans celui de l'aviation d'affaires.

### Capital utilisé en hausse de 22,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 103,0 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux investissements dans notre réseau de formation. La hausse a été annulée en partie par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement des investissements dans notre réseau de formation et de l'incidence des variations du change.

### Carnet de commandes de 1 183,4 millions \$ à la fin de l'exercice

<i>(en millions)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	<b>986,5 \$</b>	728,7 \$
+ commandes	<b>686,9</b>	546,9
- produits des activités ordinaires	<b>(498,4)</b>	(454,0)
+/- ajustements	<b>8,4</b>	164,9
Carnet de commandes en fin de période	<b>1 183,4 \$</b>	986,5 \$

Pour l'exercice 2012, les ajustements sont principalement attribuables aux fluctuations de change favorable. Pour l'exercice 2011, les ajustements tiennent compte principalement de l'acquisition des activités de formation de CHC Helicopter.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,62. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,38.

**PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL**

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 7 FFS suivants :

- Un FFS ATR72-500 pour Air Algérie;
- Un FFS Boeing 737NG pour Emirates-CAE Flight Training;
- Deux FFS Airbus A320 pour le nouveau CAE Simulation Training Private Limited, une coentreprise InterGlobe-CAE;
- Un FFS Embraer ERJ-190 pour Zhuhai Flight Training Centre, coentreprise de China Southern Airlines et CAE;
- Deux FFS pour des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C pour l'exercice est de 37.

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011	<b>T4-2012</b>	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ <b>342,5</b>	272,9	<b>83,1</b>	80,7	92,6	86,1	76,2
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>51,6</b>	34,8	<b>14,0</b>	13,2	14,7	9,7	9,4
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>15,1</b>	12,8	<b>16,8</b>	16,4	15,9	11,3	12,3
Dotation aux amortissements	\$ <b>7,4</b>	6,8	<b>2,1</b>	1,7	1,8	1,8	1,6
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ <b>5,8</b>	6,5	<b>2,3</b>	1,3	1,1	1,1	1,3
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ <b>19,3</b>	14,2	<b>5,2</b>	4,5	5,7	3,9	4,4
Capital utilisé	\$ <b>39,1</b>	58,7	<b>39,1</b>	65,4	62,9	83,4	58,7
Carnet de commandes	\$ <b>351,6</b>	303,8	<b>351,6</b>	366,5	340,6	341,1	303,8

**Produits des activités ordinaires en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par les niveaux de production accrus découlant d'une hausse des commandes enregistrées, annulés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés ce trimestre au titre des ventes de simulateurs partiellement fabriqués.

**Produits des activités ordinaires de 342,5 millions \$, en hausse de 26 %, soit 69,6 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

La hausse des produits des activités ordinaires est surtout attribuable à l'intensification de la production découlant de la hausse des prises de commandes, contrebalancée en partie par des taux de couverture moins favorables.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 49 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 14,0 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 13,2 millions \$ (16,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 9,4 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires, mentionnée précédemment, alors que les marges opérationnelles sont restées stables.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique surtout par l'amélioration des marges sur les projets et le volume accru, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais de recherche et de développement.

**Résultat opérationnel sectoriel de 51,6 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 48 %, soit 16,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 51,6 millions \$ (15,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 34,8 millions (12,8 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation résulte essentiellement de l'amélioration des marges sur les projets et du volume accru, partiellement contrebalancés par l'incidence moins favorable du change.

**Capital utilisé en baisse de 26,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 19,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

La diminution du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la diminution des actifs au titre des contrats en cours et de la hausse des comptes créditeurs et charges à payer, neutralisés en partie par l'augmentation des comptes débiteurs.

La diminution du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours et de la hausse des comptes créditeurs et charges à payer, partiellement annulées par l'augmentation des comptes débiteurs.

**Carnet de commandes en hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent**

<i>(en millions)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	<b>303,8</b> \$	252,1 \$
+ commandes	<b>398,7</b>	330,8
- produits des activités ordinaires	<b>(342,5)</b>	(272,9)
+/- ajustements	<b>(8,4)</b>	(6,2)
Carnet de commandes en fin de période	<b>351,6</b> \$	303,8 \$

Pour l'exercice 2012, les ajustements représentent essentiellement l'annulation d'une commande.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,84. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,16.

**5.2 Secteurs militaires****EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2012**

- Nous avons conclu un accord de partenariat avec Force Protection Industries en vue de présenter une soumission pour le projet Véhicule blindé tactique de patrouille (VBTP) des Forces canadiennes. Force Protection a été sélectionnée par le gouvernement canadien comme l'un des soumissionnaires qualifiés pour fournir jusqu'à 600 véhicules de combat sur roues et des services connexes de soutien à long terme. En tant que principal partenaire canadien, CAE serait responsable de l'ensemble de la solution de soutien en service;
- Nous avons annoncé que les Forces armées allemandes et l'Office fédéral de protection civile et d'aide en cas de catastrophe (BBK) allemand ont commencé à utiliser conjointement le système de simulation constructive CAE GESI, également connu en Allemagne sous le nom SIRA, pour la formation à la gestion des urgences civiles et militaires ainsi que dans le cadre des exercices de simulation de gestion des urgences;
- Nous avons annoncé que le poste de pilotage du simulateur représentant la variante civile/conventionnelle de l'hélicoptère Dhruv a été certifié au niveau D, le niveau le plus élevé dans la classification des simulateurs de vol, par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) indienne. Il a été mis en service au centre de formation HATSOFF de Bengaluru, en Inde;
- Nous avons conclu un accord de partenariat exclusif avec General Atomics Aeronautical Systems, Inc. (GA-ASI), un important constructeur dans le domaine des systèmes aériens sans pilote (UAS), des radars de reconnaissance tactique et des systèmes de surveillance, afin d'offrir le Miskam UAS dans le cadre du programme Système interarmées d'acquisition d'objectif au moyen de véhicules aériens télépilotes de surveillance (JUSTAS) du Canada;
- Nous avons, en partenariat avec Hawker Beechcraft, continué d'appuyer les efforts de commercialisation de l'avion d'attaque légère et de reconnaissance armée (LAAR) AT-6 en faisant la démonstration du dispositif de formation pour l'appareil AT-6 dans divers salons professionnels, notamment le Salon international de l'aéronautique de Paris, le congrès de la Air Force Association (AFA) et le symposium annuel de la Air Education and Training Command (AETC);
- Nous avons, de concert avec Aeronautics, un important constructeur et fournisseur de systèmes aériens sans pilote, signé une entente d'association stratégique qui fait de CAE le fournisseur privilégié de solutions de simulation et d'entraînement aux missions pour les systèmes aériens sans pilote d'Aeronautics;
- Nous avons mis à niveau le simulateur de vol et de missions (FFMS) C-130J Hercules de la Royal Australian Air Force (RAAF) afin de fournir des capacités de formation tactique supplémentaires. Nous avons modernisé le simulateur en l'équipant d'un nouveau récepteur d'alerte radar (RWR), qui sera utilisé pour fournir aux membres d'équipage C-130J de la RAAF des alertes de détection lointaine des menaces pendant la formation;
- Nous avons complété une importante mise à niveau d'un des simulateurs de mission dynamique CH-47 Chinook qui est situé à notre centre Medium Support Helicopter Aircrew Training Facility (MSHATF) au Royaume-Uni; la Royal Air Force (RAF) forme maintenant ses équipages Chinook en fonction de la nouvelle norme CH-47 Mk4. La mise à niveau du simulateur a été faite en parallèle avec les mises à niveau actuellement effectuées sur la flotte CH-47 Chinook de la RAF dans le cadre du programme JULIUS;
- Nous avons annoncé, par l'intermédiaire de notre coentreprise Rotorsim s.r.l. avec AgustaWestland, l'inauguration du programme conjoint de formation sur le NH90 (JNTP) destiné au ministère de la Défense des Pays-Bas;
- Nous avons lancé, par l'intermédiaire de HATSOFF, notre coentreprise avec HAL, les activités de formation sur l'hélicoptère Eurocopter AS365 N3 Dauphin en Inde. Un poste de pilotage AS365 Dauphin construit par CAE a été certifié au niveau D, soit le niveau le plus élevé dans la classification des simulateurs de vol, par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) indienne et l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA);
- Nous avons signé avec le gouvernement du Brunei une convention d'actionnaires en vertu de laquelle une entreprise, détenue à 60 % par CAE et à 40 % par le gouvernement du Brunei, sera créée afin de mettre en place et d'exploiter le centre de formation multifonctionnel CAE Brunei;
- Nous avons amorcé la formation des opérateurs de perche KC-135 à la base aérienne (AFB) de l'United States Air Force de McConnell au Kansas sur le nouvel entraîneur aux systèmes d'armes destiné aux opérateurs de perche (BOWST) de l'avion-citerne KC-135;

- Rossell India Limited a obtenu l'accord du conseil indien de la promotion des investissements étrangers (Indian Foreign Investment Promotion Board) pour former une coentreprise avec CAE dont nous détiendrons 26 % des parts, ce qui rendra la Société admissible aux retombées en Inde en ce qui a trait aux programmes militaires;
- Nous avons amorcé la formation des équipages du KC-135 à la base aérienne (AFB) de Hickam à Hawaii après avoir déménagé un entraîneur au vol opérationnel (OFT) KC-135 de l'AFB de Grand Forks dans le Dakota du Nord;
- Nous nous sommes associés avec Aeronautics pour effectuer la première série de vols de démonstration du drone Miskam au Centre d'excellence des drones situé à l'aéroport d'Alma, au Québec, au Canada. Le programme de recherche et développement (R-D) vise à démontrer l'utilisation des drones dans le cadre d'applications civiles.

## RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011	<b>T4-2012</b>	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ <b>897,3</b>	865,9	<b>267,1</b>	222,3	201,5	206,4	257,3
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>142,1</b>	155,3	<b>45,6</b>	36,9	30,2	29,4	46,0
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>15,8</b>	17,9	<b>17,1</b>	16,6	15,0	14,2	17,9
Carnet de commandes	\$ <b>2 189,2</b>	2 158,7	<b>2 189,2</b>	2 045,6	2 182,2	2 151,6	2 158,7

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,57 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,07.

Les commandes non financées des secteurs militaires combinés<sup>6</sup> s'établissaient à 257,4 millions \$ au 31 mars 2012.

## PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 179,7 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de Lockheed Martin pour quatre entraîneurs aux systèmes d'armes C-130J et les dispositifs de formation connexes au C-130J pour l'U.S. Air Force Air Combat Command, pour l'Air Mobility Command et pour Special Operations Command;
- Une commande d'un client au Moyen-Orient dont l'identité demeure confidentielle pour un simulateur de missions C-130;
- Un contrat auprès de EADS North America pour concevoir et fabriquer un entraîneur aux procédures du poste de pilotage UH-72A Lakota pour l'U.S. Army;
- Une modification supplémentaire de l'USAF pour effectuer les mises à niveau sur les entraîneurs de vol opérationnel KC-135;
- Un contrat auprès de l'United States Army pour la réalisation des mises à niveau de l'entraîneur à la maintenance des systèmes de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS).

## Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011	<b>T4-2012</b>	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ <b>619,2</b>	586,0	<b>195,6</b>	152,4	136,0	135,2	179,3
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>101,2</b>	105,0	<b>34,6</b>	26,9	20,9	18,8	34,0
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>16,3</b>	17,9	<b>17,7</b>	17,7	15,4	13,9	19,0
Dotation aux amortissements	\$ <b>12,0</b>	11,2	<b>3,3</b>	3,1	2,9	2,7	2,9
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ <b>10,8</b>	10,1	<b>2,4</b>	2,6	3,0	2,8	3,2
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ <b>19,0</b>	12,5	<b>5,8</b>	5,4	4,3	3,5	3,8
Capital utilisé	\$ <b>270,4</b>	197,9	<b>270,4</b>	266,7	262,5	282,7	197,9
Carnet de commandes	\$ <b>786,0</b>	888,7	<b>786,0</b>	812,7	907,4	897,8	888,7

## Produits des activités ordinaires en hausse de 28 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre et des programmes exécutés en Amérique du Nord et en Europe.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre, des programmes exécutés en Amérique du Nord et à l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse du niveau d'activité à l'égard des programmes australiens visant les hélicoptères et des programmes exécutés en Europe et par l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei plus tôt dans l'exercice.

<sup>6</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

**Produits des activités ordinaires de 619,2 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 6 %, soit 33,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par l'intégration de la division TAL de RTI International et par la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat et des programmes exécutés en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été annulés en partie par la baisse de volume au titre des programmes australiens visant les hélicoptères, l'achèvement d'un programme canadien visant les hélicoptères au cours de l'exercice 2011 et la réduction des produits des activités ordinaires au titre des programmes exécutés en Europe.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 29 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 34,6 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 26,9 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 34,0 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires, telle qu'elle est décrite précédemment, alors que les marges opérationnelles sont restées stables.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par la hausse du volume à l'égard des programmes exécutés en Amérique du Nord et par la réduction des frais de recherche et développement. La hausse a été annulée en partie par la baisse du volume à l'égard des programmes exécutés en Europe.

**Résultat opérationnel sectoriel de 101,2 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 4 %, soit 3,8 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 101,2 millions \$ (16,3 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 105,0 millions \$ (17,9 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent.

La diminution découle essentiellement de la baisse du volume à l'égard des programmes exécutés en Europe, de l'achèvement d'un programme canadien visant les hélicoptères au cours de l'exercice 2011 et des frais de recherche et développement plus élevés. La baisse a été compensée en partie par la hausse du volume à l'égard des programmes exécutés en Amérique du Nord et l'intégration de la division TAL de RTI International.

**Capital utilisé en hausse de 3,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 72,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

La hausse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de l'investissement accru dans les immobilisations incorporelles et autres actifs.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique surtout par l'augmentation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie et des immobilisations incorporelles.

**Carnet de commandes en baisse de 12 % par rapport à l'exercice précédent**

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	888,7 \$	869,8 \$
+ commandes	528,8	558,9
- produits des activités ordinaires	(619,2)	(586,0)
+/- ajustements	(12,3)	46,0
Carnet de commandes en fin de période	786,0 \$	888,7 \$

Pour l'exercice 2012, les ajustements tiennent compte de montants liés à la cessation de programmes, partiellement neutralisés par l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,92. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,85.

**FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE**

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 240,0 millions \$, notamment :

- Un contrat visant la prestation de services de formation à long terme au centre de formation multifonctionnel CAE Brunei sur l'hélicoptère Sikorsky S-70i Black Hawk, l'avion Pilatus PC-7 et l'hélicoptère Sikorsky S-92;
- Des modifications de contrat supplémentaires de l'United States Air Force portant sur la réalisation de mises à niveau des entraîneurs au vol opérationnel (OFT) KC-135 dans le cadre du système d'entraînement de l'équipage du KC-135;
- Un contrat du maître d'œuvre Lockheed Martin portant sur des services de maintenance et de soutien dans le cadre du programme C-130J Maintenance and Aircrew Training System de l'U.S. Air Force;
- Un contrat du ministère de la Défense nationale du Canada portant sur des services de maintenance et de soutien dans le cadre du programme Environnement informationnel et d'apprentissage intégré de la Force aérienne (EIAIFA).

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011	<b>T4-2012</b>	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 278,1	279,9	71,5	69,9	65,5	71,2	78,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 40,9	50,3	11,0	10,0	9,3	10,6	12,0
<i>Marges opérationnelles</i>	% 14,7	18,0	15,4	14,3	14,2	14,9	15,4
Dotation aux amortissements	\$ 18,1	14,1	5,2	5,0	4,0	3,9	5,1
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 9,2	13,4	1,5	2,1	2,6	3,0	3,2
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 1,7	0,8	1,1	0,1	0,3	0,2	0,3
Capital utilisé	\$ 181,2	177,7	181,2	199,0	190,7	205,2	177,7
Carnet de commandes	\$ 1 403,2	1 270,0	1 403,2	1 232,9	1 274,8	1 253,8	1 270,0

**Produits des activités ordinaires en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable au niveau d'activité plus élevé à l'égard de nos programmes de formation et à la hausse des produits des activités ordinaires tirés du programme ATS visant le KC-135 aux États-Unis et des programmes australiens. La hausse a été annulée en partie par la baisse du niveau d'activité à l'égard des programmes européens et par l'incidence défavorable du change à la conversion des résultats des activités en Europe.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 découle essentiellement de la baisse du niveau d'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis et de la réduction des produits des activités ordinaires tirés d'un contrat de soutien en service en Europe qui a pris fin plus tôt au cours de l'exercice. La baisse a été partiellement contrebalancée par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens, par les nouveaux contrats exécutés aux États-Unis et en Europe et par le niveau d'activité plus élevé à l'égard de nos programmes de formation.

**Produits des activités ordinaires de 278,1 millions \$ pour l'exercice, stables par rapport à l'exercice précédent**

La baisse du niveau d'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis et la réduction des produits des activités ordinaires du fait de l'achèvement d'un contrat de soutien en service en Europe ont été neutralisées par l'accroissement du soutien en service lié à un programme canadien et par l'intensification du niveau d'activité à l'égard des programmes ATS aux États-Unis et de la formation et des services en Australie et en Europe.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 11,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 10,0 millions \$ (14,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 12,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à l'intensification des activités de formation et au volume accru à l'égard du programme ATS visant le KC-135 aux États-Unis et des programmes australiens. La hausse a été annulée en partie par le volume moindre à l'égard des programmes européens.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable à l'achèvement d'un contrat de soutien en service en Europe plus tôt dans l'exercice et à la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement de FS/M au Royaume-Uni. La baisse a été contrebalancée en partie par l'intensification de l'activité à l'égard de nos programmes de formation et par le volume accru et les charges opérationnelles réduites à l'égard des programmes australiens.

**Résultat opérationnel sectoriel de 40,9 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 19 %, soit 9,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 40,9 millions \$ (14,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 50,3 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent.

La baisse s'explique principalement par l'entrée accélérée sur le marché du programme ATS visant le KC-135, le repli des marges à l'égard de certains programmes de formation aux États-Unis, l'achèvement d'un contrat de soutien en service en Europe, la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement de FS/M au Royaume-Uni et la baisse du niveau d'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis. Ce recul a été neutralisé en partie par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration.

**Capital utilisé en baisse de 17,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 3,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique par la réduction des comptes de fonds de roulement hors trésorerie et la diminution des immobilisations corporelles.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique surtout par l'augmentation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie et des autres actifs, partiellement contrebalancée par la diminution des immobilisations corporelles et du fait des variations du change.

#### Carnet de commandes en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	<b>1 270,0</b> \$	1 202,2 \$
+ commandes	<b>430,9</b>	379,9
- produits des activités ordinaires	<b>(278,1)</b>	(279,9)
+/- ajustements	<b>(19,6)</b>	(32,2)
Carnet de commandes en fin de période	<b>1 403,2</b> \$	1 270,0 \$

Pour l'exercice 2012, les ajustements tiennent compte de montants liés à la cessation d'un programme et d'un ajustement visant un programme de services pour les forces de défense à la suite d'un retard dans l'exécution d'une livraison par le constructeur OEM. L'ajustement a été partiellement neutralisé par l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 3,36. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,55.

### 5.3 Nouveaux marchés principaux

#### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2012

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

- Nous avons acquis Medical Education Technologies, Inc. (METI), un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical, pour la somme de 130 millions \$US. Cette acquisition nous a permis d'obtenir une gamme complète de simulateurs de patients, un système de gestion des centres de simulation et une bibliothèque de modules d'apprentissage;
- Nous avons fait l'acquisition des produits de simulation chirurgicale et de la technologie perfectionnée de réalité amplifiée de Haptica. Le simulateur de colonne vertébrale et de chirurgie endoscopique ProMIS<sup>MC</sup> de Haptica s'ajoutera à la gamme des principaux produits de notre division de simulation chirurgicale;
- Nous avons annoncé que la Société canadienne de soins intensifs endosse maintenant nos séminaires et notre programme d'apprentissage en ligne sur l'échographie;
- Notre Centre d'apprentissage des attitudes et habiletés cliniques (CAAHC) a été accrédité par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada;
- Nous avons tenu notre congrès annuel des utilisateurs de simulateurs à Tampa, aux États-Unis, qui a attiré plus de 1 000 formateurs cliniques, cliniciens et étudiants du monde entier.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

- Nous avons annoncé que CAE Mines avait signé un accord exclusif visant à commercialiser la Sirovision de CSIRO, une technologie de saisie et d'analyse d'images 3D développée pour le secteur minier;
- Nous avons inauguré un bureau à Vancouver (Colombie-Britannique), lequel servira l'Ouest canadien;
- Nous avons inauguré un bureau à Brisbane, en Australie, afin d'améliorer le soutien que nous offrons en Australie orientale.

#### COMMANDES

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de simulateurs de patients, de programmes d'apprentissage et de systèmes de gestion de centres de formation à la Methodist University de Fayetteville, aux États-Unis;
- La vente de systèmes de gestion de centres de formation à la University of Arizona de Tucson, aux États-Unis;
- La vente de systèmes de gestion de centres de formation au St. Joseph's Hospital and Medical Centre de Phoenix, aux États-Unis;
- La vente de simulateurs chirurgicaux à Insimed de Bogota, en Colombie;
- La vente d'appareils d'imagerie chirurgicale et de simulateurs de patients à I-MAN Group de Riyad, en Arabie saoudite;
- La vente de simulateurs d'échographie à l'hôpital Guy's and St Thomas de Londres, au Royaume-Uni;
- La vente de simulateurs chirurgicaux et de systèmes de gestion de centres de formation à l'hôpital Sir Charles Gairdner de Perth, en Australie.

Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Un contrat d'élaboration d'une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre pour l'Université de la Saskatchewan;
- La vente de systèmes de gestion des données géologiques aux établissements canadiens de Vale S.A.;
- La vente de systèmes de modélisation des ressources et de planification des mines à Goldcorp Inc. pour ses établissements au Mexique.

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011	<b>T4-2012</b>	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ <b>83,0</b>	38,0	<b>24,2</b>	27,1	20,3	11,4	11,1
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>(13,8)</b>	(8,4)	<b>(1,2)</b>	(1,4)	(8,6)	(2,6)	(3,9)
Dotation aux amortissements	\$ <b>7,0</b>	2,6	<b>2,2</b>	2,4	1,6	0,8	0,5
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ <b>2,8</b>	3,3	<b>1,0</b>	0,5	1,0	0,3	0,9
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ <b>5,7</b>	7,6	<b>2,7</b>	(2,5)	2,9	2,6	2,1
Capital utilisé	\$ <b>179,3</b>	40,4	<b>179,3</b>	174,5	181,9	44,6	40,4

**Produits des activités ordinaires en baisse de 11 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 118 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires de CAE Santé.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, acquise en août 2011, et par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines.

**Produits des activités ordinaires de 83,0 millions \$, en hausse de 118 %, soit 45,0 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, et par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels et de services de CAE Mines.

**Résultat opérationnel sectoriel en baisse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2011**

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à une perte de 1,2 million \$ ce trimestre, comparativement à une perte de 1,4 million \$ au trimestre précédent et à une perte de 3,9 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

La diminution du résultat opérationnel sectoriel par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé attribuable à l'amélioration des marges du fait des synergies réalisées grâce à l'acquisition de METI et à un avantage net de 1,7 million \$ découlant de la reprise des provisions au titre de la contrepartie conditionnelle liée à des acquisitions antérieures, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par les coûts continus liés à l'intégration et la hausse des charges opérationnelles de CAE Mines.

La diminution du résultat opérationnel sectoriel par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé attribuable à l'amélioration des marges du fait des synergies réalisées grâce à l'acquisition de METI et à un avantage net de 1,7 million \$ découlant de la reprise des provisions au titre de la contrepartie conditionnelle potentiellement payable liée à des acquisitions antérieures, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par les coûts continus liés à l'intégration et la hausse des charges opérationnelles de CAE Mines.

**Résultat opérationnel sectoriel correspondant à une perte de 13,8 millions \$, en baisse de 64 %, soit 5,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à une perte de 13,8 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 8,4 millions \$ à l'exercice précédent.

Cette baisse du résultat opérationnel sectoriel s'explique par la comptabilisation, pour l'exercice écoulé, de charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI.

**Capital utilisé en hausse de 4,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 138,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie et à la réduction des provisions non courantes, neutralisées en partie par la diminution des immobilisations incorporelles du fait des variations du change.

La hausse par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles qui découle surtout de l'acquisition de METI.

## 6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

### 6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T4-2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	305,6 \$	305,3 \$	97,8 \$	73,7 \$	97,2 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(71,7)	(79,0)	24,3	(3,3)	64,9
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	233,9 \$	226,3 \$	122,1 \$	70,4 \$	162,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance <sup>7</sup>	(48,9)	(37,4)	(8,3)	(18,8)	(10,5)
Autres actifs	(12,3)	(25,3)	(4,8)	1,5	(8,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	34,4	1,5	6,1	1,1	0,1
Dividendes versés	(33,4)	(37,9)	(8,4)	(8,0)	(10,1)
Flux de trésorerie disponibles <sup>7</sup>	173,7 \$	127,2 \$	106,7 \$	46,2 \$	133,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance <sup>7</sup>	(116,8)	(73,9)	(36,1)	(25,3)	(25,7)
Frais de développement inscrits à l'actif	(42,8)	(22,6)	(12,8)	(11,3)	(6,3)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	3,7	-	2,6	(0,3)	7,4
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(126,0)	(71,3)	0,1	-	(48,0)
Coentreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(27,6)	(1,9)	-	(0,8)	-
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,5	(4,0)	-	(4,8)	(2,5)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(134,3) \$	(46,5) \$	60,5 \$	3,7 \$	58,0 \$

\* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

#### Flux de trésorerie disponibles de 106,7 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 60,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et diminué de 26,4 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011. À l'instar des exercices précédents, nos flux de trésorerie disponibles sont plus élevés pour les deux premiers trimestres et plus faibles pour les deux derniers trimestres de l'exercice. Cette tendance devrait se poursuivre à l'exercice 2013.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable aux variations moins favorables du fonds de roulement hors trésorerie, annulées en partie par le produit de la cession d'immobilisations corporelles et la baisse des dépenses liées aux autres actifs.

#### Flux de trésorerie disponibles de 173,7 millions \$ pour l'exercice écoulé

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 37 %, soit 46,5 millions \$, par rapport à l'exercice précédent.

La hausse des flux de trésorerie disponibles est surtout attribuable à l'augmentation du produit de la cession d'immobilisations corporelles et à la baisse des dépenses liées aux autres actifs.

#### Dépenses d'investissement en immobilisations de 44,4 millions \$ ce trimestre et de 165,7 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 36,1 millions \$ ce trimestre et à 116,8 millions \$ pour l'exercice. Nous cherchons toujours à élargir sélectivement notre réseau de formation pour obtenir une part de marché supplémentaire, et pour répondre aux demandes de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 8,3 millions \$ ce trimestre et 48,9 millions \$ pour l'exercice.

<sup>7</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

### Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, de 126,0 millions \$ pour l'exercice

Le mouvement de trésorerie attribuable aux regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, découle principalement de l'acquisition de METI au cours de l'exercice.

### 6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire au 31 mars 2012 était de 450,0 millions \$US (450,0 millions \$US en 2011) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 650,0 millions \$US, dont 123,7 millions \$US (168,8 millions \$US en 2011) ont servi à l'émission des lettres de crédit. Le taux d'intérêt sur ces facilités de crédit à terme renouvelables est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par Standard & Poor's Rating Services. Un prélèvement de 10,0 millions € avait été effectué sur ces facilités en date du 31 mars 2012 (néant en 2011). Le 1<sup>er</sup> avril 2011, nous avons modifié l'entente afin de repousser la date d'échéance de deux ans, celle-ci passant d'avril 2013 à avril 2015.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire d'un montant de 150,0 millions \$US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2012, l'encours de l'ensemble de ces instruments, converti en dollars canadiens, s'élevait à 70,1 millions \$, comparativement à 63,3 millions \$ au 31 mars 2011.

Nous disposons d'une facilité de 30,0 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit, aux termes de laquelle nous avons prélevé environ 26,4 millions \$ principalement pour soutenir nos activités militaires en Europe.

Nous participons à un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Au 31 mars 2012, nous avons vendu pour 81,5 millions \$ de comptes débiteurs (54,4 millions \$ en 2011) et pour 54,2 millions \$ de contrats en cours (37,4 millions \$ en 2011).

En août 2011, nous avons émis des billets de premier rang d'une valeur de 150,0 millions \$US aux termes d'un placement privé pour financer l'acquisition de METI et remplacer d'autres obligations existantes à des taux d'intérêt moins élevés. L'échéance moyenne est de 11,7 ans à un taux d'intérêt moyen d'environ 4,5 %, les intérêts étant payables semestriellement en août et en février. Ces billets de premier rang non garantis sont assortis de remboursements fixes de 100,0 millions \$US en 2021 et de 50,0 millions \$US en 2026. Les billets ont été émis en faveur de deux investisseurs institutionnels.

En novembre 2011, nous avons exercé des options d'achat d'un montant de 13,2 millions \$US visant deux simulateurs qui étaient comptabilisés comme des contrats de location-financement, ce qui a donné lieu à une baisse de nos obligations au titre des contrats de location-financement.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettront de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant présente notre dette à long terme :

<i>(en millions)</i>	<b>31 mars 2012</b>	31 mars 2011
Total de la dette à long terme	<b>821,6 \$</b>	660,2 \$
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	<b>113,6</b>	58,5
Partie courante des contrats de location-financement	<b>22,4</b>	27,7
Partie non courante de la dette à long terme	<b>685,6 \$</b>	574,0 \$

### 6.3 Partage des coûts avec les gouvernements

Nous avons conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts, en fonction de nos dépenses, de certains programmes de R-D concernant la modélisation et la simulation, les systèmes visuels, la technologie perfectionnée de simulation de vol servant à des applications civiles et la simulation en réseau servant à des applications militaires, ainsi que les nouveaux marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 714 millions \$ dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon est de développer nos technologies en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aérospatiale et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets

stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité (voir les notes 1 et 13 afférentes à nos états financiers consolidés).

Au cours de l'exercice 2010, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 274 millions \$ dans le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les nouveaux marchés des soins de santé et des mines. Le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Vous trouverez plus de détails à la note 14 afférente aux états financiers consolidés.

#### 6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débetures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous résume les diverses échéances de nos obligations contractuelles.

##### Obligations contractuelles

Aux 31 mars 2012 (en millions)	2013	2014	2015	2016	2017	Par la suite	Total
Dette à long terme (exclusion faite des intérêts)	114,4 \$	52,8 \$	32,6 \$	31,6 \$	96,6 \$	354,7 \$	682,7 \$
Contrats de location-financement (exclusion faite des intérêts)	22,4	22,2	17,6	8,7	7,8	64,2	142,9
Contrats de location simple	30,2	24,0	22,1	17,1	15,8	32,8	142,0
Obligations d'achat	15,5	11,5	11,5	-	-	-	38,5
	<b>182,5 \$</b>	<b>110,5 \$</b>	<b>83,8 \$</b>	<b>57,4 \$</b>	<b>120,2 \$</b>	<b>451,7 \$</b>	<b>1 006,1 \$</b>

Au 31 mars 2012, nous disposions également d'un montant de 326,3 millions \$US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 281,2 millions \$US au 31 mars 2011.

Nous avons des obligations d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes, minimaux ou variables, et selon un échéancier approximatif.

Au 31 mars 2012, nous avons d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et le taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

## 7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	<b>31 mars 2012</b>	31 mars 2011
<b>Utilisation du capital :</b>		
Actifs courants	<b>1 148,1 \$</b>	1 049,2 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(287,3)</b>	(276,4)
Passifs courants	<b>(883,4)</b>	(810,1)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	<b>136,0</b>	86,2
Fonds de roulement hors trésorerie <sup>8</sup>	<b>113,4 \$</b>	48,9 \$
Immobilisations corporelles	<b>1 293,7</b>	1 211,0
Autres actifs non courants	<b>741,9</b>	557,1
Autres passifs non courants	<b>(572,5)</b>	(500,3)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>1 576,5 \$</b>	<b>1 316,7 \$</b>
<b>Provenance du capital :</b>		
Partie courante de la dette à long terme	<b>136,0 \$</b>	86,2 \$
Dette à long terme	<b>685,6</b>	574,0
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(287,3)</b>	(276,4)
Dette nette <sup>8</sup>	<b>534,3 \$</b>	383,8 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	<b>1 021,9</b>	914,4
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>20,3</b>	18,5
<b>Provenance du capital</b>	<b>1 576,5 \$</b>	<b>1 316,7 \$</b>

#### Capital utilisé en hausse de 20 % par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des immobilisations incorporelles suite à l'acquisition de METI, des immobilisations corporelles et du fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par la hausse des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé<sup>8</sup> (RCU) a été de 15,0 % pour l'exercice écoulé, comparativement à 15,7 % pour l'exercice précédent.

#### Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 64,5 millions \$

L'augmentation découle essentiellement de la diminution des passifs au titre des contrats en cours et de la hausse des impôts à recouvrer, des stocks, des actifs au titre des contrats en cours et des comptes débiteurs. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer.

#### Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 82,7 millions \$

L'augmentation est surtout attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations de 165,7 millions \$ et à l'écart de change de 8,1 millions \$, annulés en partie par la dotation aux amortissements de 92,3 millions \$.

#### Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de l'émission, au courant de l'année, de 150,0 millions \$ US de billets de premier rang dans le cadre d'un placement privé et l'incidence des variations du change sur la dette à long terme.

<sup>8</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

**Variation de la dette nette**

<i>(en millions)</i>	<b>Exercice 2012</b>	Exercice 2011
Dette nette en début de période	<b>383,8 \$</b>	356,5 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	<b>134,3</b>	46,5
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	<b>7,8</b>	(16,6)
Autres	<b>8,4</b>	(2,6)
Augmentation de la dette nette pour la période	<b>150,5 \$</b>	27,3 \$
Dette nette en fin de période	<b>534,3 \$</b>	383,8 \$

**Augmentation de la dette nette ajustée<sup>95</sup> par rapport à l'exercice précédent**

La hausse résulte en grande partie de la dette nette plus élevée découlant de l'émission, au courant de l'année, de 150,0 millions \$ US de billets de premier rang dans le cadre d'un placement privé et l'incidence des variations du change sur la dette à long terme, ainsi que de la diminution des obligations à long terme au titre des contrats de location-financement par suite surtout des remboursements.

**Dette nette ajustée**

<i>(en millions)</i>	<b>31 mars 2012</b>	31 mars 2011
Partie courante de la dette à long terme	<b>136,0 \$</b>	86,2 \$
Dette à long terme	<b>685,6</b>	574,0
Déduire : trésorerie et les équivalents de trésorerie	<b>(287,3)</b>	(276,4)
Déduire : obligations au titre des contrats de location-financement	<b>(142,9)</b>	(183,3)
Dette nette ajustée	<b>391,4 \$</b>	200,5 \$

**Total des capitaux propres en hausse de 109,3 millions \$ pour l'exercice écoulé**

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 182,0 millions \$, contrebalancé en partie par un ajustement de la perte actuarielle liée aux régimes à prestations définies de 47,5 millions \$ et des dividendes de 33,4 millions \$.

**Informations sur les actions en circulation**

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2012, nous avons au total 258 266 295 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital actions de 454,5 millions \$.

Au 30 avril 2012, nous avons un total de 258 395 244 actions ordinaires émises et en circulation.

**Politique en matière de dividendes**

Nous avons versé un dividende de 0,04 \$ par action chaque trimestre de l'exercice 2012. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et le moment auquel son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit la politique en matière de dividendes annuellement, en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et des 258 millions d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2012, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 41,3 millions \$ pour l'exercice 2013.

**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution non inscrites à l'état consolidé de la situation financière qui se sont établies à 127,7 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 153,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Cette baisse est due à la diminution des obligations au titre de la restitution d'acomptes.

**Obligations au titre des régimes de retraite**

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Nous prévoyons cotiser environ 13,2 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations définies. L'augmentation des cotisations requises pour financer nos obligations au titre des régimes de retraite découle essentiellement des faibles rendements des obligations à long terme, du rendement du marché et de la modification des hypothèses concernant le taux de mortalité utilisées.

<sup>9</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir 3.6).

## 7.2 Arrangements non comptabilisés

Avant l'adoption des IFRS, certaines opérations de cession-bail conclues dans le cadre des activités de notre secteur FS/C étaient classées comme des contrats de location-exploitation et représentaient des obligations non comptabilisées. Depuis l'adoption des IFRS, la majeure partie de ces opérations de cession-bail sont classées comme des contrats de location-financement, et les obligations connexes sont désormais inscrites à l'état consolidé de la situation financière. La note 2 afférente aux états financiers consolidés donne des informations plus détaillées au sujet des ajustements relatifs à ces arrangements.

La plupart de nos obligations non comptabilisées courantes nous viennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère britannique de la Défense portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation. Les engagements au titre de contrats de location-exploitation sont établis entre l'exploitant (qui détient l'entente de services avec le ministère britannique de la Défense) et le propriétaire (qui détient les biens). Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous.
- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournies à la note 27 des états financiers consolidés.

Dans le cours normal des activités, nous participons à un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours transférés. Certains actifs au titre des contrats en cours qui sont vendus dans le cadre de ce programme ne sont pas admissibles à la décomptabilisation, et la contrepartie en trésorerie reçue à l'égard de ces actifs est classée dans le partie courante de la dette à long terme. Des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours admissibles à la décomptabilisation dans le cadre du programme d'un montant de 81,5 millions \$ avaient été transférés au 31 mars 2012 (54,4 millions \$ au 31 mars 2011) et 54,2 millions \$ (37,4 millions \$ au 31 mars 2011) ont été vendus à des institutions financières en vertu de ces accords.

## 7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous surveillons continuellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture pour nous assurer qu'ils compensent efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne traitons qu'avec des contreparties solvables.

### Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les comptes débiteurs, les contrats en cours qualifiant, les comptes débiteurs non courants et les avances sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- Les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Jusqu'à présent, la Société n'a classé aucun actif financier comme étant détenu jusqu'à son échéance.

### Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une transaction réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige un modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur de notre propre risque de crédit ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des liquidités soumises à restrictions, des comptes débiteurs, des contrats en cours et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des contrats de location-financement est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- La juste valeur de la dette à long terme, des obligations à long terme et des comptes débiteurs non courants (incluant les avances) est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- La juste valeur des instruments dérivés (y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte) est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à la date de clôture;
- La juste valeur des placements disponibles à la vente dont la valeur de marché, le cas échéant, n'est pas facile à déterminer, mais peut être évaluée de manière fiable, est estimée à l'aide d'un modèle de flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses ne pouvant être étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Une description de la hiérarchie de la juste valeur est présentée à la note 29 afférente aux états financiers consolidés.

### **Gestion des risques financiers**

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. La Société gère son exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques et les risques économiques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. La Société peut devenir partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. La Société peut désigner ses instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, la Société a recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir ses expositions au risque de change.

### **Risque de crédit**

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie et de ses actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 5 des états financiers consolidés). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les comptes clients de la Société ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certains comptes débiteurs et contrats en cours à des tiers, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières japonaises, nord-américaines et européennes.

La Société est exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables (principalement celles ayant une notation de A ou plus). Elle a signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 5 et 29 des états financiers consolidés représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

#### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse honorer ses engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation appropriée et efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 450,0 millions \$US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 650,0 millions \$US. De plus, elle a conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société est constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

#### **Risque de marché**

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

#### **Risque de change**

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères. De plus, la plupart des établissements à l'étranger utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). L'exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement de ses établissements à l'étranger.

La Société atténue également le risque de change en s'assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux transactions en monnaies étrangères et pour modifier de façon synthétique la devise d'exposition de certains postes de l'état de la situation financière. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

#### **Analyse de sensibilité aux taux de change**

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en devises. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % des devises pertinentes par rapport au dollar canadien pour l'exercice clos le 31 mars 2012, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net négatif de 1,0 million \$ (ajustement net négatif de 4,9 millions \$ en 2011) et de 39,4 millions \$ (ajustement net négatif de 23,0 millions \$ en 2011), respectivement.

#### *Risques de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de sa dette à long terme à taux fixe. Elle gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. La Société a également une dette à taux variable sous forme d'un emprunt bancaire non couvert, une couverture de juste valeur et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence nette de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

La Société a aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de sa dette à long terme. À la clôture de l'exercice écoulé, la répartition était de 77 % à taux fixe et de 23 % à taux variable (74 % à taux fixe et 26 % à taux variable en 2011).

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion appariée des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le résultat et sur les autres éléments du résultat global.

#### *Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt*

En 2012 et en 2011, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur le résultat net ni sur les autres éléments du résultat global de la Société.

#### *Charge liée aux paiements fondés sur des actions*

La Société a conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne afin de réduire l'effet, sur sa trésorerie et ses résultats, des fluctuations du cours de ses actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (« RDDVA ») et le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (« RDLT »). Aux termes de ces swaps, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et il est redéfini tous les mois. Au 31 mars 2012, les contrats de swap sur actions visaient 2 500 000 actions ordinaires (2 755 000 actions ordinaires en 2011) de la Société.

#### *Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger*

Au 31 mars 2012, la Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 192,8 millions \$US (105,0 millions \$US en 2011), comme couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

La Société a déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de son exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat au cours de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note 29 afférente aux états financiers consolidés pour le classement des instruments financiers.

## **8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**

### **Acquisitions au cours de l'exercice 2012**

Au 31 mars 2012, nous avons effectué des transactions de regroupements d'entreprises pour un coût total de 131,4 millions \$.

Des coûts liés à l'acquisition de 0,7 million \$ ont été inclus dans les frais généraux et d'administration inscrits au compte consolidé de résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

#### ***Medical Education Technologies, Inc.***

En août 2011, nous avons acquis la totalité des actions de Medical Education Technologies, Inc. (METI). Grâce à cette acquisition, nous accédons à un marché mondial, élargissons notre gamme de produits et de services, et acquérons une technologie fondée sur la simulation dans le domaine de la santé.

La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 39,0 millions \$ (y compris la technologie et les relations avec des clients), est encore provisoire pour la période terminée le 31 mars 2012, et le sera jusqu'à ce que les évaluations de ces actifs aient été finalisées. Un goodwill provisoire de 99,1 millions \$ découlant de l'acquisition de METI est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Une plateforme qui nous propulse immédiatement en position importante en nous permettant d'accéder au marché des simulateurs de patients, un important secteur du marché de la simulation dans le domaine de la santé;
- Une augmentation de la clientèle de CAE Santé, ce qui lui permet d'offrir sa gamme de solutions à un marché beaucoup plus important;
- Une équipe de direction chevronnée composée d'experts en la matière ayant de vastes connaissances du secteur.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 9,7 millions \$. Le montant brut prévu au contrat des comptes débiteurs s'élève à 10,5 millions \$, mais une tranche de 0,8 million \$ de ce montant ne devrait pas être recouvrée.

Des produits des activités ordinaires de 35,9 millions \$ et un résultat opérationnel de 0,6 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de METI depuis l'acquisition. Si METI avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel supplémentaires de METI à hauteur de 31,0 millions \$ et de 1,8 million \$, respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises, mais ont été ajustés pour refléter nos méthodes comptables si nécessaire. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

#### ***Haptica Limited***

En juillet 2011, nous avons acquis les actifs et la propriété intellectuelle de Haptica Limited (Haptica). L'acquisition élargit la gamme de produits de simulation chirurgicale de CAE Santé.

La juste valeur des actifs identifiables acquis s'élevait à 0,7 million \$ (y compris la technologie et les droits de propriété intellectuelle), et aucun goodwill ne découle de l'acquisition.

#### ***Flight Simulator Capital L.P.***

En mars 2012, nous avons acquis la participation résiduelle de 80,5 % dans Flight Simulator Capital L.P. (Simucap) que nous ne détenions pas déjà. Avec cette acquisition, nous détenons la totalité des parts de Simucap. L'acquisition nous donne le contrôle d'un véhicule de financement qui offre du financement par location pour nos simulateurs de vol civils et l'accès au financement jusqu'à hauteur de 85 % de la valeur du matériel par Exportation et développement Canada. Cette structure nous permet d'offrir davantage de solutions de financement aux clients. Aucun goodwill n'est comptabilisé au titre de cette acquisition.

#### ***Autres***

Les ajustements de l'actif net identifiable acquis et du passif net identifiable pris en charge au titre de certaines acquisitions effectuées à l'exercice 2011 ont également été finalisés au cours de l'exercice, ce qui s'est traduit par un ajustement de néant du goodwill. Le solde de la contrepartie conditionnelle au titre des acquisitions des exercices antérieurs s'établit à 9,0 millions \$ et pourrait devoir être payé si certaines conditions sont réunies.

Un sommaire du total de l'actif net pour l'ensemble des acquisitions est présenté à la note 3 afférente à nos états financiers consolidés.

## **9. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE**

#### **Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à r. l.**

Le 16 mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions de l'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à r. l. (OAA) pour une contrepartie totale de 314,3 millions \$. OAA est un fournisseur de services de formation en aéronautique et de placement des membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, nous renforçons notre leadership et notre portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant notre nombre de centres de formation, en étendant notre réseau d'école de pilotage et en élargissant notre catalogue de solutions de formation aéronautique. La direction estime qu'il n'est pas possible de divulguer des renseignements au sujet de la juste valeur des actifs nets acquis étant donné que les conclusions de l'exercice d'évaluation ne sont pas encore disponibles. L'acquisition de l'OAA a été financée par une facilité de crédit de premier rang non garantie.

Aucun produit des activités ordinaires ni aucun résultat opérationnel de l'OAA n'a été inclus dans notre compte de résultat consolidé au 31 mars 2012.

#### **Restructuration**

Nous avons annoncé des mesures de restructuration le 23 mai 2012 visant à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à un changement dans notre marché de la défense. En vertu de ces mesures, notre main-d'œuvre actuelle est réduite d'environ 300 employés à travers le monde.

## 10. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à nos activités, particulièrement dans le cadre du processus annuel de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à la Société et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels la Société est exposée; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

La direction cherche à atténuer les risques qui sont susceptibles de se répercuter négativement sur notre rendement à venir par un processus de mise en évidence, d'évaluation, de déclaration et de gestion des risques considérés comme importants du point de vue de l'entreprise dans son ensemble.

### 10.1 Risques liés à l'industrie

#### Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises font leur apparition et d'autres se positionnent dans le but d'accroître leur part de marché. Certains de nos concurrents ont une plus grande envergure que nous et disposent de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, certains concurrents ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements ou sont d'importants fournisseurs de ces derniers, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs relativement aux services de formation, de mise à niveau et de maintenance destinés aux simulateurs d'appareils Boeing. Boeing a un modèle d'octroi de licences pour les nouveaux simulateurs destinés à ses appareils civils, selon lequel les fabricants de simulateurs et les fournisseurs de services de formation sont tenus de verser à Boeing des redevances au titre de la fabrication, de la mise à jour ou de la mise à niveau des simulateurs, et des services de formation à l'égard des nouveaux simulateurs Boeing.

Certains constructeurs OEM pourraient être intéressés à élargir leurs services en offrant des services de formation à leurs clients. Les constructeurs OEM ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, des pièces et du matériel qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur fondé sur un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Certains constructeurs OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver dans certains cas à reproduire des appareils sans obtenir de données, de pièces ou de matériel auprès d'un constructeur OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des coentreprises avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de certains constructeurs OEM. Afin d'atténuer les risques qui précèdent, nous travaillons sur des propositions d'affaires à valeur ajoutée avec divers constructeurs OEM. Nous avons récemment, comme annoncé dans l'exercice 2012, étendu nos relations d'affaires avec les constructeurs OEM tels qu'Augusta Westland, Bombardier, Bell Helicopter et autres. Nous travaillons aussi régulièrement avec d'autres constructeur OEM au développement d'occasions d'affaires liées à l'équipement et aux services de formation.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé.

Les périodes de récession économique ou de contraintes de crédit pour les produits destinés au marché civil se traduisent par une concurrence accrue pour chaque vente possible de simulateur d'avion civil, ce qui donne lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

#### Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous tirons une très grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients des secteurs militaires dans le monde. Au cours de l'exercice 2012, les ventes dans les secteurs PS/M et FS/M ont ainsi représenté 49 % de nos produits des activités ordinaires. Nous agissons à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant pour le compte de divers programmes gouvernementaux canadiens, américains, européens et autres. L'interruption du financement d'un programme gouvernemental pourrait entraîner pour nous un important manque à gagner, ce qui pourrait nuire à nos activités. En outre, une réduction importante des dépenses militaires dans les pays auprès desquels nous avons obtenu des contrats pourrait nuire considérablement à nos ventes et à notre résultat. Nous connaissons des processus d'approvisionnement plus longs et des retards dans les marchés parvenus à maturité, comme ceux des États-Unis et de l'Europe, qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats et retardent la constatation des produits des activités ordinaires.

#### Programmes militaires financés par l'État

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

### Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériels et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande visant notre matériel et nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande visant notre matériel et nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, les comptes débiteurs nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de nos clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

### Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la Federal Aviation Administration des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait avoir de grandes conséquences sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

### Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et le respect des exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine militaire ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données militaires et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres marchés publics par la suite.

## 10.2 Risques propres à la Société

### Évolution des produits

Le marché militaire et celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également influencer sur la valeur de la flotte de simulateurs de vol.

### Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ), et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'ISAD. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et de développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Canada de la part du gouvernement fédéral et des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Québec de la part du gouvernement provincial. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois fédérales et provinciales en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

### **Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme**

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

### **Approvisionnement et empiètement des constructeurs OEM**

Nous devons obtenir des données, des pièces, du matériel et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs OEM et de sous-traitants. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités.

### **Garanties et autres réclamations sur des produits**

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

### **Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes**

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

### **Protection des droits de propriété intellectuelle**

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays.

### **Propriété intellectuelle**

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

De plus, tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

### **Personnel clé**

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

### **Responsabilité environnementale**

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

Nous avons constitué des provisions à l'égard des réclamations dont nous connaissons l'existence et des réparations qui pourraient être attendues de nous, mais ces provisions pourraient se révéler insuffisantes.

De plus, comme nos activités abandonnées ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

#### **Actions en responsabilité pour risques divers**

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

#### **Intégration des entreprises acquises**

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

#### **Capacité à pénétrer de nouveaux marchés**

Nous cherchons à tirer parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les nouveaux marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Alors que nous pénétrons ces nouveaux marchés, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration de nouveaux marchés est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés principaux déjà établis. Les risques associés à la pénétration de nouveaux marchés sont plus importants. Cependant, nous estimons que CAE aura la possibilité de dégager, à long terme, des produits des activités ordinaires importants de ces nouveaux champs d'activité.

#### **Système de gestion intégré**

Nous investissons temps et argent dans un système de gestion intégré (ERP). Si ce système n'est pas exploité de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions avoir de la difficulté à obtenir des dédommagements ou correctifs de la part des tiers. Nous pourrions aussi ne pas être en mesure de tirer du système toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation.

#### **Durée du cycle de vente**

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications militaires. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour un trimestre donné nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

#### **Dépendance envers la technologie**

Nous dépendons des systèmes et des réseaux de technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. De plus, nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des constructeurs OEM d'appareils et des forces de défense nationales. Une défaillance des systèmes de technologies de l'information ou une violation de la sécurité des données pourraient perturber nos activités, entraîner la perte d'informations commerciales, compromettre la confidentialité de l'information, nécessiter une attention et des ressources importantes de la part de la direction et avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, notre réputation et notre rendement financier. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques et des systèmes de surveillance afin de prévenir les menaces potentielles.

### **10.3 Risques liés au marché**

#### **Écart de change**

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et près de 90 % de nos produits des activités ordinaires sont réalisés en devises, principalement en dollars US, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont répartis à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un autre tiers en Europe et le dernier tiers dans le reste du monde.

Les activités que nous menons au Canada génèrent environ 38 % de nos produits des activités ordinaires, et une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. La dépréciation du dollar

canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères et sur notre compétitivité par rapport à d'autres constructeurs de matériels dans des pays où les charges opérationnelles sont moindres. Pour atténuer en partie ce risque, nous avons mis sur pied divers programmes de couverture. Cependant, nos activités de couverture de devises ne permettent pas d'éliminer complètement le risque de change et ne procurent qu'une compensation à court terme.

Les activités de nos établissements étrangers – surtout de la formation et des services associés pour les secteurs Militaire et Civil – sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Ces activités nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. La dévaluation des devises étrangères par rapport au dollar canadien, par exemple, la volatilité dans la devise Euro à la suite des mesures d'austérité européennes et les conditions économiques du marché du crédit, aurait un impact de conversion négatif.

#### Disponibilité du capital

Notre principale facilité de crédit, refinancée en avril 2011, devra être renouvelée en avril 2015. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour la même durée et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes.

#### Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autre. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient fondées sur des hypothèses liées aux niveaux prévus de rémunération des salariés lors de leur départ à la retraite et au rendement à long terme prévu des actifs des régimes de retraite. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations en trésorerie pour les financer. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devrions augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui nous empêchera d'affecter les fonds visés à d'autres fins.

#### Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans plus de 25 pays et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2012, les ventes à des clients de l'extérieur du Canada et des États-Unis ont compté pour environ 55 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

## 11. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des principaux investissements ayant une incidence importante sur notre résultat ou nos actifs est présentée à la note 32 afférente aux états financiers consolidés.

Les transactions suivantes ont été conclues dans le cours normal de l'activité avec des parties liées qui incluent nos coentreprises et nos partenaires des coentreprises:

<i>Aux 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012		2011	
<b>Montants courants à recevoir des parties suivantes</b>				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	37,8	\$	16,1	\$
Autres	0,3		0,5	
<b>Montants courants à payer aux parties suivantes</b>				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	13,2	\$	11,2	\$
Autres	0,6		0,7	
<b>Montants non courants à recevoir des parties suivantes</b>				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	10,0	\$	0,4	\$

*Exercices clos les 31 mars**(montants en millions)*

	<b>2012</b>		2011
<b>Ventes de produits et services</b>			
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	<b>105,8</b>	<b>\$</b>	55,9 \$
Autres	<b>6,8</b>		7,1
<b>Achats de produits et services et autres</b>			
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	<b>16,1</b>	<b>\$</b>	28,8 \$
Autres	<b>4,5</b>		8,7
<b>Autres transactions influant sur le résultat</b>			
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	<b>9,8</b>	<b>\$</b>	- \$

Les montants non courants à recevoir de parties liées sont des obligations au titre de contrats de location-financement qui viennent à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 mars 2012 (néant en 2011).

De plus, au cours de l'exercice 2012, des transactions s'élevant à 2,1 millions \$ (2,3 millions \$ en 2011) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises pour lesquelles certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

**Rémunération du personnel de direction clé**

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération versée ou à verser au personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

*Exercices clos les 31 mars**(montants en millions)*

	<b>2012</b>		2011
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	<b>4,9</b>	<b>\$</b>	5,1 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	<b>1,3</b>		1,0
Indemnités de fin de contrat de travail	<b>1,5</b>		-
Paiements fondés sur des actions	<b>2,5</b>		8,9
	<b>10,2</b>	<b>\$</b>	15,0 \$

## 12. MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES

### 12.1 Mise en œuvre des IFRS

Le 1<sup>er</sup> avril 2010, nous avons commencé à présenter nos résultats financiers conformément aux IFRS. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2012, qui ont été préparés conformément à la norme IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, publiée par l'IASB. Les chiffres comparatifs de chaque période de l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2, Première application des IFRS, afférente à nos états financiers consolidés pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs.

### 12.2 Modifications futures de normes comptables

#### Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 *Instruments financiers*, première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par IAS 39 pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation hybride qui comprend deux catégories : les instruments comptabilisés au coût amorti et les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reportées vers IFRS 9. Cependant, la tranche des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à la Société doit être présentée aux autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat. IFRS 9 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En octobre 2010, l'IASB a modifié IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* de manière à exiger la présentation d'informations quantitatives et qualitatives sur les transferts d'actifs financiers lorsque les actifs transférés ne sont pas décomptabilisés en totalité ou que l'entreprise cédante conserve un lien de gestion. La modification exige également la présentation d'informations supplémentaires si une part importante du montant total du transfert survient dans les derniers jours d'une période. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011, et leur application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

#### Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 *États financiers consolidés* en remplacement de SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* ainsi que d'une partie d'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. La norme fournit des directives additionnelles pour faciliter la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. IFRS 10 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31 *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme légale, comme c'est actuellement le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. IFRS 11 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise. À l'heure actuelle, la Société utilise la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais elle devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global.

#### Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 *Avantages du personnel* afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail en éliminant la possibilité de différer la comptabilisation des écarts actuariels (méthode du corridor) et en étoffant les exigences d'information. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et leur application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

#### **Présentation des états financiers**

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

### **12.3 Recours au jugement et utilisation d'estimations et d'hypothèses**

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés ci-dessous. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

#### **Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, la Société consulte des experts indépendants ou calcule la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation appliqué.

#### **Frais de développement**

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

#### **Dépréciation des actifs non financiers**

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de vente et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie proviennent du plan approuvé par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de vente comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'impôt. Les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des unités génératrices de trésorerie respectives qui vont de 8 % à 12 %. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque des immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

#### **Provisions**

Aux fins de la détermination du montant des provisions, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et l'échéancier prévu des coûts.

#### **Comptabilisation des produits des activités ordinaires**

La Société emploie la méthode de l'avancement des travaux pour comptabiliser ses contrats à prix fixe visant la prestation de services et la fabrication de produits. Le recours à cette méthode oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

#### **Régimes de retraite à prestations définies**

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des

prestations de retraite. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés ayant une notation de AA/AAA qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de ceux du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Le rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en tenant compte des rendements prévus des actifs qui sous-tendent la politique de placement applicable pendant la période au cours de laquelle l'obligation doit être éteinte. Pour le calcul du rendement prévu des actifs des régimes, les rendements historiques et les rendements futurs prévus ont été pris en compte séparément pour chaque catégorie d'actifs, en fonction de la répartition des actifs et de la politique de placement.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture actuelle du marché. Voir la note 15 des états financiers consolidés pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

#### **Paiements fondés sur des actions**

La Société évalue le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

#### **Impôt sur le résultat**

La Société est assujettie aux lois fiscales de divers territoires. Elle doit avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. La Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que la Société dégage un résultat imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

#### **Remboursements d'aide gouvernementale**

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu, s'il y a lieu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés en fonction du calendrier estimatif des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant des taux moyens allant de 8,5 % à 13 % sur la base des termes d'instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 8,2 millions \$ de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2012.

### **13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES**

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société ainsi que la conception et l'efficacité de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### 13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2012, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information, au sens des règles 13a-15(e) et 15d-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communications de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2012 et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

### 13.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2012 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2012 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

## 14. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au Conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

## 15. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à [www.cae.com](http://www.cae.com), ou sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou sur EDGAR à [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## 16. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2010 à 2012. Les informations de 2010 sont présentées selon les PCGR du Canada antérieurs (avant l'adoption des IFRS), tandis que les informations de 2011 et 2012 sont présentées selon les IFRS. Par conséquent, l'information financière de 2010 n'est pas directement comparable à celle des périodes ultérieures.

<i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Total
<b>Exercice 2012 – IFRS</b>					
Produits des activités ordinaires	427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2 \$
Résultat net	43,5	38,7	46,1	53,7	182,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	43,1	38,4	45,6	53,2	180,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	0,5	0,5	1,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,9	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,6	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99 \$
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37 \$
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58 \$
<b>Exercice 2011 – IFRS</b>					
					Total
Produits des activités ordinaires	366,4	388,0	410,8	465,6	1 630,8 \$
Résultat net	36,6	39,4	38,9	46,0	160,9 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	37,2	39,1	38,5	45,5	160,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,15	0,15	0,15	0,18	0,62 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,14	0,15	0,15	0,18	0,62 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,03	1,04	1,01	0,99	1,02 \$
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,31	1,34	1,38	1,35	1,34 \$
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,53	1,61	1,60	1,58	1,58 \$
<b>Exercice 2010 – PCGR du Canada antérieurs</b>					
					Total
Produits des activités ordinaires	383,0	364,5	382,9	395,9	1 526,3 \$
Résultat tiré des activités poursuivies	27,2	39,1	37,7	40,5	144,5 \$
Résultat de base par action tiré des activités poursuivies	0,11	0,15	0,15	0,16	0,56 \$
Résultat dilué par action tiré des activités poursuivies	0,11	0,15	0,15	0,16	0,56 \$
Résultat net	27,2	39,1	37,7	40,5	144,5 \$
Résultat de base par action	0,11	0,15	0,15	0,16	0,56 \$
Résultat dilué par action	0,11	0,15	0,15	0,16	0,56 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	255,9	256,4	255,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 <sup>1)</sup>	255,6 <sup>1)</sup>	255,9 <sup>1)</sup>	256,4 <sup>1)</sup>	255,8 <sup>1)</sup>
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,17	1,10	1,06	1,04	1,09 \$
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,59	1,57	1,56	1,44	1,54 \$
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,81	1,80	1,73	1,63	1,74 \$

<sup>1)</sup> Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les périodes présentées, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base et celui utilisé pour le calcul du résultat dilué sont les mêmes.

## Principales informations sectorielles

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T4-2012	T4-2011	Exercice 2012	Exercice 2011	Exercice 2010
	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	PCGR du Canada antérieurs
<b>Secteurs civils</b>					
<b>Produits de simulation/Civil</b>					
Produits des activités ordinaires	83,1 \$	76,2 \$	342,5 \$	272,9 \$	284,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	14,0	9,4	51,6	34,8	49,4
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	16,8	12,3	15,1	12,8	17,4
<b>Formation et services associés/Civil</b>					
Produits des activités ordinaires	132,3	121,0	498,4	454,0	433,5
Résultat opérationnel sectoriel	30,3	25,3	122,2	99,9	75,1
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	22,9	20,9	24,5	22,0	17,3
<b>Total pour les secteurs civils</b>					
Produits des activités ordinaires	215,4 \$	197,2 \$	840,9 \$	726,9 \$	717,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	44,3	34,7	173,8	134,7	124,5
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	20,6	17,6	20,7	18,5	17,3
<b>Secteurs militaires</b>					
<b>Produits de simulation/Militaire</b>					
Produits des activités ordinaires	195,6 \$	179,3 \$	619,2 \$	586,0 \$	545,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	34,6	34,0	101,2	105,0	95,7
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	17,7	19,0	16,3	17,9	17,5
<b>Formation et services associés/Militaire</b>					
Produits des activités ordinaires	71,5	78,0	278,1	279,9	263,1
Résultat opérationnel sectoriel	11,0	12,0	40,9	50,3	43,9
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	15,4	15,4	14,7	18,0	16,7
<b>Total pour les secteurs militaires</b>					
Produits des activités ordinaires	267,1 \$	257,3 \$	897,3 \$	865,9 \$	808,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	45,6	46,0	142,1	155,3	139,6
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	17,1	17,9	15,8	17,9	17,3
<b>Nouveaux marchés principaux</b>					
Produits des activités ordinaires	24,2 \$	11,1 \$	83,0 \$	38,0 \$	S.O. \$
Résultat opérationnel sectoriel	(1,2)	(3,9)	(13,8)	(8,4)	S.O.
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	(5,0)	(35,1)	(16,6)	(22,1)	S.O.
<b>Total</b>					
Produits des activités ordinaires	506,7 \$	465,6 \$	1 821,2 \$	1 630,8 \$	1 526,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	88,7	76,8	302,1	281,6	264,1
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	17,5	16,5	16,6	17,3	17,3
<b>Autres</b>	- \$	1,0 \$	- \$	1,0 \$	(34,1) \$
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>88,7 \$</b>	<b>77,8 \$</b>	<b>302,1 \$</b>	<b>282,6 \$</b>	<b>230,0 \$</b>

**Rétrospective financière sur cinq ans**

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	2012	2011
<b>IFRS</b>		
Produits des activités ordinaires	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Résultat net	182,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	180,3	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	1,7	0,6
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,37	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58
Situation financière :		
Total de l'actif	3 183,7 \$	2 817,3 \$
Total des passifs financiers non courants <sup>1)</sup>	869,0	757,5
Total de la dette nette	534,3	383,8
Par action :		
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,70 \$	0,62 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,70	0,62
Dividendes	0,16	0,15
Capitaux propres	4,05	3,63

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	2010	2009	2008
<b>PCGR du Canada antérieurs</b>			
Produits des activités ordinaires	1 526,3 \$	1 662,2 \$	1 423,6 \$
Résultat des activités poursuivies	144,5	202,2	163,4
Résultat net	144,5	201,1	151,3
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,09	1,13	1,03
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54	1,59	1,46
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,74	1,91	2,07
Situation financière :			
Total de l'actif	2 621,9 \$	2 665,8 \$	2 243,2 \$
Total des passifs financiers non courants <sup>1)</sup>	457,0	375,4	362,1
Total de la dette nette	179,8	285,1	124,1
Par action :			
Résultat de base des activités poursuivies	0,56 \$	0,79 \$	0,64 \$
Résultat dilué des activités poursuivies	0,56	0,79	0,64
Résultat net de base	0,56	0,79	0,60
Résultat net dilué	0,56	0,79	0,59
Dividendes de base	0,12	0,12	0,04
Capitaux propres	4,52	4,70	3,71

<sup>1)</sup> Comprend la dette à long terme, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.